



POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE: C.N.52.1997.TREATIES-1 (Notification dépositaire)

ACCORD EUROPEEN SUR LES GRANDES ROUTES DE TRAFIC INTERNATIONAL (AGR)
CONCLU A GENEVE LE 15 NOVEMBRE 1975

PROPOSITION D'AMENDEMENT AUX ANNEXES I ET II

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Lors de sa quatre-vingt-dixième session tenue à Genève du 21 au 23 octobre 1996, le Groupe de travail principal des transports routiers du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe, a examiné conformément au deuxième paragraphe des articles 8 et 9 de l'Accord susmentionné, des amendements aux annexes I et II audit Accord qui avaient été proposés par diverses Parties contractantes.

L'amendement proposé a été adopté à l'unanimité des membres présents et votants, qui comprenaient la majorité des Parties contractantes présentes et votantes, ainsi qu'il ressort du rapport du Groupe de travail principal des transports routiers (doc. TRANS/SC.1/359 du 5 novembre 1996).

A cet égard, le Secrétaire général désire rappeler les paragraphes 1 à 5 des articles 8 et 9, qui stipulent :

Article 8

"1. L'annexe I au présent Accord pourra être amendée par la procédure définie dans le présent article.

2. Sur la demande d'une partie contractante, tout amendement proposé par cette Partie à l'annexe I au présent Accord sera examiné par le Groupe de travail des transports routiers de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

3. S'il est adopté par la majorité des membres, présents et votants, et si cette majorité comprend la majorité des Parties contractantes présentes et votantes, l'amendement sera communiqué par le Secrétaire général aux administrations compétentes des Parties contractantes directement intéressées. Sont considérées comme Parties contractantes directement intéressées :

a) dans le cas de l'insertion d'une nouvelle route internationale A, ou de la modification d'une route internationale A existante, toute Partie contractante dont le territoire est emprunte par la route en question;

A l'attention des services des traites des ministères des affaires étrangères et des organisations internationales intéressées



b) dans le cas de l'insertion d'une nouvelle route internationale B, ou de la modification d'une route internationale B existante, toute Partie contractante limitrophe du pays demandeur et dont le territoire est emprunté par la (ou les) route(s) internationale(s) A à laquelle (auxquelles) la route internationale B, nouvelle ou à modifier, est reliée. Seront également considérées comme limitrophes au sens du présent paragraphe deux Parties contractantes sur le territoire desquelles se trouvent les points terminaux d'une liaison maritime prévue par le tracé de la (ou des) route(s) internationale(s) A spécifiée(s) ci-dessus.

4. Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article sera acceptée si, dans le délai de six mois suivant la date de cette communication, aucune des administrations compétentes des Parties contractantes directement intéressées ne notifie au Secrétaire général son objection à l'amendement. Si l'administration d'une Partie contractante déclare que son droit national l'oblige à subordonner son accord à l'obtention d'une autorisation spéciale ou à l'approbation d'un organe législatif, le consentement de cette administration à la modification de l'annexe I au présent Accord ne sera considéré comme donné, et la proposition d'amendement ne sera acceptée qu'au moment où ladite administration aura notifié au Secrétaire général que l'autorisation ou l'approbation requises ont été obtenues. Si cette notification n'est pas faite dans le délai de dix-huit mois suivant la date à laquelle la proposition d'amendement a été communiquée à ladite administration, ou si, dans le délai de six mois spécifié ci-dessus, l'administration compétente d'une Partie contractante directement intéressée formule une objection contre l'amendement proposé, cet amendement ne sera pas accepté.

5. Tout amendement accepté sera communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties contractantes et entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après la date de cette communication."

Article 9

"1. Les annexes II et III au présent Accord pourront être amendées par la procédure définie dans le présent article.

2. Sur la demande d'une Partie contractante, tout amendement proposé par cette Partie aux annexes II et III au présent Accord sera examiné par le Groupe de travail des transports routiers de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

3. S'il est adopté par la majorité des membres présents et votants et si cette majorité comprend la majorité des Parties contractantes présentes et votantes, cet amendement sera communiqué pour acceptation aux administrations compétentes de toutes les Parties contractantes par le Secrétaire général.



4. Cet amendement sera accepté si, dans le délai de six mois suivant la date de cette communication, moins d'un tiers des administrations compétentes des Parties contractantes notifient au Secrétaire général leur objection à l'amendement.

5. Tout amendement accepté sera communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties contractantes et entrera en vigueur trois mois après la date de cette communication."

..... En application des dispositions du paragraphe 3 des articles 8 et 9, on trouvera ci-joint, à l'intention des administrations compétentes, le texte, en langues anglaise, française et russe, de ces projets d'amendements (doc. TRANS/SC.1/359). A cet égard, il y a lieu de rappeler le paragraphe 12 du document TRANS/SC1/324 concernant la procédure définie dans l'article 8, paragraphe 3 de l'Accord, lequel paragraphe stipule :

"12. Au sujet de cette procédure, le Groupe de travail a estimé que pour la rendre plus simple, les projets de modifications adoptés devraient être communiqués à toutes les Parties contractantes et non pas seulement aux 'Parties contractantes directement intéressées' comme le prévoit l'Accord, étant entendu que pour l'acceptation des modifications, les dispositions du paragraphe 4 de l'article 8 seraient pleinement appliquées."

Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 suscité, les amendements à l'annexe I proposés seront réputés acceptés si, dans le délai de six mois suivant la date de la présente notification, aucune des administrations compétentes des Parties contractantes directement intéressées ne notifie au Secrétaire général d'objection à leur égard.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 9 suscité, les amendements à l'annexe II proposés seront réputés acceptés si, dans le délai de six mois suivant la date de la présente notification, moins d'un tiers des administrations compétentes des Parties contractantes ont notifié au Secrétaire général d'objection aux amendements.

Le 28 février 1997

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'AJV'.



**Economic and Social
Council**

Distr.
RESTRICTED

TRANS/SC.1/359
5 November 1996

ORIGINAL : ENGLISH

ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE

INLAND TRANSPORT COMMITTEE

Principal Working Party on Road Transport

REPORT OF THE PRINCIPAL WORKING PARTY ON ITS NINETIETH SESSION
(21-23 October 1996)

CONTENTS

	<u>Paragraphs</u>
Attendance	1
Adoption of the agenda	2
Activities of ECE bodies and other international organizations of interest to the Principal Working Party	3-5
(a) Economic Commission for Europe	3
(b) Inland Transport Committee and its subsidiary bodies	4
(c) Other international organizations	5
Road transport infrastructure	6-16
(a) European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR)	6-13
(b) Trans-European North-South Motorway (TEM) Project ..	14-16

The distribution of documents of the Inland Transport Committee and its subsidiary bodies is limited. They are distributed only to governments, to specialized agencies and to governmental and non-governmental organizations which take part in the work of the Committee and of its subsidiary bodies, and should not be given to newspapers or periodicals.

CONTENTS (continued)

	<u>Paragraphs</u>
Harmonization of requirements concerning international road transport and facilitation of its operation	17-35
(a) Implementation of the AETR Agreement	17-19
(b) Weights and dimensions of road vehicles	20 and 21
(c) Consideration of the content of and the status of reservations to the Consolidated Resolution on the Facilitation of Road Transport (R.E.4)	22 and 23
(d) Consideration of possibilities for agreements and other measures on border crossings and border facilities between eastern and western Europe	24-26
(e) Revision of the Convention on the Contract for the International Carriage of Passengers and Luggage by Road (CVR)	27 and 28
(f) Review of the situation and questions concerning facilitation of international road transport	29-35
(i) International Motor Insurance Card (Green Card) 29	
(ii) Accession to and implementation of UN/ECE international legal instruments in the field of road transport	30-33
(iii) Fiscal issues relating to road haulage	34 and 35
Road transport safety	36 and 37
Assistance to countries in transition	38-40
Programme of work of the Principal Working Party and its subsidiary bodies	41
Election of officers for the next session	42
Other business	43-47
Adoption of the report	48

* * *

ANNEXES

- Annex 1 Draft amendments to Annexes I and II to the European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR), adopted by the Principal Working Party
- Annex 2 Summary of the report of the Council of Bureaux
- Annex 3 Draft programme of work for 1997-2001
-

REPORT

ATTENDANCE

1. The Principal Working Party on Road Transport held its ninetieth session from 21 to 23 October 1996 under the chairmanship of Mr. S. Schimming (Germany). Representatives of the following member States participated: Czech Republic; Finland; France; Germany; Greece; Italy; Netherlands; Norway; Romania; Slovakia; Spain; Sweden; Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia; Turkey. The following intergovernmental organization was represented: International Road Traffic Organization (IRTO). The following non-governmental organizations were also represented: International Road Transport Union (IRU); International Road Federation (IRF); International Touring Alliance/International Automobile Federation (AIT/FIA); International Transport Workers' Federation (ITF); Council of Bureaux.

ADOPTION OF THE AGENDA

Document: TRANS/SC.1/358 and Amend.1.

2. The Principal Working Party adopted the agenda supplementing, on the request of the representative of IRU, item 4 (f) with sub-item (iii) "Fiscal issues relating to road haulage".

ACTIVITIES OF ECE BODIES AND OTHER INTERNATIONAL ORGANIZATIONS OF INTEREST TO THE PRINCIPAL WORKING PARTY

(a) Economic Commission for Europe

3. The Principal Working Party was informed about the results of the fifty-first session of the Economic Commission for Europe (15-19 April 1996), particularly regarding Decision G (51) "Cooperation in the Field of Transport".

(b) Inland Transport Committee and its subsidiary bodies

Documentation: ECE/TRANS/116.

4. The Principal Working Party was informed of the decisions taken by the Inland Transport Committee at its fifty-eighth session as they relate to the Principal Working Party's work, in particular concerning measures aimed at economizing resources and questions relating to road transport infrastructure, operation and safety (ECE/TRANS/116, paras. 10-13, 56-78 and 178). It was also informed about the preparatory work for the Regional Conference on Transport and the Environment and for the Third Pan-European Transport Conference.

(c) Other international organizations

5. It was agreed that work carried out by international organizations would be considered under agenda items relating to that work.

ROAD TRANSPORT INFRASTRUCTURE

(a) European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR)

Documentation: TRANS/SC.1/R.271 and Add.1-3; TRANS/SC.1/AC.5/30 and Informal document No.1 (Information concerning the recent work on the possible extension of the E road network to the Caucasus and Central Asian ECE Member States), distributed during the session.

6. The Principal Working Party was informed that the status of the accession to AGR had not changed in the period between its last and present sessions and that the amendments to Annex I to AGR, adopted at the eighty-ninth session of the Principal Working Party (TRANS/SC.1/357, annex 1), were accepted on 8 July 1996 and will enter into force on 25 October 1996.

7. The Principal Working Party took note of information concerning the recent work on the possible extension of the E road network to the Caucasus and Central Asian ECE Member States (Informal document No.1), noted the related remarks and proposals made by the ad hoc Meeting on Implementation of AGR at its fifteenth session (TRANS/SC.1/AC.5/30, paras. 11 and 12) and decided:

- (i) To develop the extension of the E road network to the above-mentioned States taking into account the results of the recent work on the intergovernmental agreement on international roads in the CIS countries, being carried out by the CIS Intergovernmental Council, as proposed by the ad hoc Meeting; to this end the Principal Working Party requested the Council to provide the secretariat with its proposals for the inclusion of roads in the Caucasus and Central Asian regions in the E road network as soon as the related CIS work was concluded;
- (ii) To request the secretariat to continue its consultation on the subject with the countries directly concerned through the regional advisers and to get in touch with ESCAP in order to ensure an appropriate coordination between the extension of the E road network and the development of the Asian international road network;
- (iii) To continue the consideration of the subject at its next session.

8. In accordance with the provision of article 8 of the AGR Agreement the Principal Working Party considered the amendments to Annex I to AGR submitted by the Governments of Georgia, Lithuania, Turkey and Ukraine (TRANS/SC.1/R.271 and Add.1-3) and unanimously adopted:

- (i) Amendment to road E 272 proposed by Lithuania (TRANS/SC.1/R.271);

- (ii) Amendment to road E 85 proposed jointly by Lithuania and Ukraine (TRANS/SC.1/R.271/Add.1);
- (iii) Amendments to roads E 70 and E 95 proposed by Turkey (TRANS/SC.1/R.271/Add.3).

The text of the above-mentioned amendments appears in annex 1 to this report.

9. As regards the other proposed amendments referred to in paragraph 8 above, the Principal Working Party decided:

- (i) To postpone the decision concerning the extension of road E 28 until bilateral or multilateral consultation between countries directly concerned, i.e. Lithuania, Latvia, Poland and the Russian Federation, on the matters raised at the ad hoc Meeting (TRANS/SC.1/AC.5/30, paras. 6 and 7) are concluded;
- (ii) To consider the proposed amendments to roads E 60 and E 99 and the proposed new roads E 491 and E 691 together with other proposals for the extension of the E road network to the Caucasus and Central Asian regions (see paragraph 7 (i) above).

10. In accordance with the provision of article 9 of the AGR Agreement the Principal Working Party unanimously adopted:

- (i) The amendment to paragraph IV.7.4 of Annex II to AGR, proposed by the Government of Germany as modified by the ad hoc Meeting (TRANS/SC.1/AC.5/30, para. 16);
- (ii) The amendment to paragraph III.1 of Annex II to AGR, drafted by the ad hoc Meeting (TRANS/SC.1/AC.5/30, para. 20).

The text of the adopted amendments appears in annex 1 to this report.

11. In accordance with the proposals made by the ad hoc Meeting (TRANS/SC.1/AC.5/30, para. 21), the Principal Working Party took the following decision concerning the next inventories of the E road network:

- (a) The interval of the subsequent inventories of the E road network should be the same as that applied to the Census of Motor Traffic on E roads, i.e. every five years;
- (b) Data to be collected for the next inventory should be the same as that collected for the 1994 inventory and, in addition, it should include information about the application of the E road signing prescribed in Annex III to AGR;

(c) Since the data from the Census of Motor Traffic on E roads, collected by the secretariat, includes some information on geometrical parameters of E road sections covered by the Census, the possible integration of the collection of data from the Census and from the inventory of E roads should be considered in the future.

12. As regards the suggestion made by the ad hoc Meeting to analyse the next inventory together with the traffic census for the same year, the Principal Working Party recommended to make such a analysis, first of all, for the priority transport corridors in Central and Eastern Europe suggested by the Second Pan-European Transport Conference.

13. In accordance with the opinion of the Inland Transport Committee expressed at its fifty-eighth session (ECE/TRANS/116, para. 60), the Principal Working Party considered the question of the correlation between the extension of the E road network and the development of the priority transport corridors in Central and Eastern Europe on the basis of information provided by the secretariat during the session. It was agreed that the future extension of the E road network in the above-mentioned region should aim, first of all, at filling in missing links of the E road network along the priority corridors. It was also stressed that further development of priority corridors in Central and Eastern Europe should be based on the E road network.

(b) Trans-European North-South Motorway (TEM) Project

Documentation: TRANS/SC.1/R.274.

14. In introducing the Progress Report, the representative of the secretariat underlined the activities taken up in the Project which included technical, financial, administrative and operational issues.

15. The representative of the secretariat explained that the latest signatory to the TEM Cooperation Trust Fund Agreement was the Government of Georgia. A number of other Governments had expressed interest in becoming signatories to the Agreement.

16. As a result of the ensuing discussion, the Principal Working Party noted the progress made in the Project and expressed support for the TEM work. The Working Party encouraged the continuation of the TEM activities' coverage and relations with the Inland Transport Committee as in the past and expressed its wish to continue to be informed of developments.

HARMONIZATION OF REQUIREMENTS CONCERNING INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT AND FACILITATION OF ITS OPERATION

(a) Implementation of the AETR Agreement

Documentation: E/ECE/811 - E/ECE/TRANS/564 and Amends.1-3.

17. The representative of the International Transport Workers' Federation (ITF) stressed the necessity of introducing an effective control of the implementation of the AETR provisions, in particular the use of tachographs

being mandatory since 24 April 1995. He suggested to establish an informal group which could prepare relevant proposals on this matter.

18. Following this suggestion, the Principal Working Party decided to establish an informal group with a mandate to collect information on the implementation of the AETR provisions in various countries (through an appropriate questionnaire, if necessary) and to make proposals concerning action to be taken in order to ensure proper implementation of AETR, possibly for the next session of the Principal Working Party. The representatives of Finland, France, Romania, ITF and IRU expressed their readiness to participate in the informal group. It was agreed that the first meeting of the informal group would be held during the session of the Inland Transport Committee in January 1997. The Principal Working Party accepted with appreciation the offer made by ITF to organize the work of the informal group and to provide the necessary facilities for this work in the ITF office in London. It also invited other Governments and international organizations, who wished to do so, to participate in the work of the informal group.

19. The Principal Working Party was informed that the Government of Turkmenistan deposited its instrument of accession to AETR on 18 September 1996. In accordance with the rules set out in Annex - Appendix 2 to AETR, Turkmenistan received the distinguishing number 38 to be placed on the approval mark issued by this State.

(b) Weights and dimensions of road vehicles

Documentation: TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 and Amends.1-7.

20. The Principal Working Party took note of information contained in the above-mentioned documents. It also took note of EC Council directive 96/53/EC of 25 July 1996 laying down for certain road vehicles circulating within the Community the maximum authorized dimensions in national and international traffic and the maximum authorized weights in international traffic.

21. It considered the possibility of undertaking the task of the harmonization of regulations governing weights and dimensions of road vehicles at the ECE level. It was agreed that such harmonization would be premature and that, at present, the Principal Working Party should continue to collect relevant information on the present national regulations on this matter (TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 and its amendments). To this end, it invited Governments, who had not yet done so, to provide the secretariat with updated data concerning regulations on weights and dimensions of road vehicles in their respective countries.

(c) Consideration of the content of and the status of reservations to the Consolidated Resolution on the Facilitation of Road Transport (R.E.4)

Documentation: TRANS/SC.1/319 and Amends.1-5, TRANS/SC.1/323 and Amends.1-3.

22. The Principal Working Party noted that no reservation to the Consolidated Resolution R.E.4 had been withdrawn in the period between its previous and present session.

23. In this situation, the Principal Working Party felt that the continuation of its consideration of this subject would not be effective. However, it expressed its readiness to undertake the preparation of a new resolution or legal instrument on facilitation of international transport which could be more widely accepted than the Consolidated Resolution R.E.4, subject to the decision of the Inland Transport Committee.

(d) Consideration of possibilities for agreements and other measures on border crossings and border facilities for road transport between Eastern and Western Europe

Documentation: TRANS/SC.1/R.272.

24. The representatives of IRU showed a film illustrating the recent situation on border crossings in Central and Eastern Europe and provided the Principal Working Party with data on the waiting time of lorries on border crossings in this region. They said that the above-mentioned film might be obtained by competent authorities on a demand addressed to the IRU Secretary-General. They also introduced the resolution of the IRU Council of Direction on the border situation in Central and Eastern Europe adopted at its session held in Budapest in May 1996 (TRANS/SC.1/R.272).

25. The Principal Working Party thanked IRU for providing it with the above-mentioned information and expressed its support to various IRU activities aimed at facilitating border crossings, including the resolution referred to in paragraph 24 above.

26. During the discussion of this subject, it was stressed that various initiatives and measures undertaken, not only by governmental authorities and non-governmental organizations, but also by the private sector, could considerably improve the situation on border crossings.

(e) Revision of the Convention on the Contract for the International Carriage of Passengers and Luggage by Road (CVR)

Documentation: TRANS/SC.1/R.269; TRANS/SC.1/R.275 and Add.1.

27. The Principal Working Party took note of the comments on the possible revision of the CVR Convention received so far (TRANS/SC.1/R.275 and Add.1).

28. The Principal Working Party stated that it could not formulate its final conclusion on undertaking the revision of the CVR Convention because of the small number of countries submitting their written comments on the subject, the lack of formal offers from Contracting Parties to initiate the procedure for revising the Convention and the low participation in this session. However, taking into account the necessity of making progress in this matter expressed by some delegations present at the session, it decided:

- (i) To invite Governments, who had not yet done so, to provide the secretariat with their comments on the subject;

- (ii) To invite the Contracting Parties who had already indicated their interest in the revision of the Convention, i.e. Latvia and Slovakia as well as other Contracting Parties who had not yet transmitted their comments, to inform the secretariat about their readiness to initiate the amending procedure described in article 34 of the Convention.
- (iii) To ask the Inland Transport Committee to consider the subject and to instruct the Principal Working Party on how it should proceed with this matter.

(f) Review of the situation and questions concerning facilitation of international road transport

- (i) **International Motor Insurance System (Green Card)**

Documentation: TRANS/SC.1/R.277.

29. The Principal Working Party took note of the chart of the Inter-Bureau Agreements (TRANS/SC.1/R.277) and the report of the Council of Bureaux, a summary of which is contained in annex 2 to this report. The representative of The former Yugoslav Republic of Macedonia stated that the abbreviation of the name of his country used in the chart of the Inter-Bureau Agreement was not acceptable and asked for its correction.

- (ii) **Accession to and implementation of UN/ECE international legal instruments in the field of road transport**

Documentation: TRANS/R.414; TRANS/SC.1/R.276.

30. The Principal Working Party was informed about the present status of accession to UN/ECE legal instruments on road transport.

31. The Principal Working Party considered the question of the possible revision of the CMR Convention aimed at accommodating its provisions to the use of electronic data interchange (EDI), raised by the Working Party on Facilitation of International Trade Procedures (WP.4) (TRANS/SC.1/R.276).

32. The representative of IRU stated that, in many countries Contracting Parties to CMR, domestic legislation did not allow to apply EDI for transport documentation and that, therefore, they would not be able to accede to the revised Convention. He pointed out that the question concerned not only road transport operators but also other modes of transport and other economy sectors. He felt that the elaboration of a new Protocol to CMR could, perhaps, be more appropriate than the revision of the Convention.

33. The Principal Working Party decided to consider this issue at its next session on the basis of comments made by its members. To this end, it invited

its members to provide the secretariat with their comments and proposals concerning this matter. It advised them to consult, for this purpose, national experts dealing with WP.4 matters and those involved in similar problems in other transport modes and other sectors of the economy. The Principal Working Party requested the secretariat to inform the Working Party WP.4 about the result of the discussion on this matter at the present session.

(iii) Fiscal issues relating to road haulage

34. The Principal Working Party took note of the information concerning the IRU study "Towards Fiscal Harmonization in Road Transport" and of the IRU appeal to Governments of Central and Eastern Europe concerning this issue, distributed during the session (Informal document No.2).

35. The Principal Working Party invited the European Commission and the European Conference of Ministers of Transport to provide it with information regarding the development of the harmonization of taxes and decided to consider the subject at its next session.

ROAD TRANSPORT SAFETY

Documentation: TRANS/SC.1/WP.1/52; TRANS/SC.1/WP.1/54.

36. The Principal Working Party took note of the summary of the activities carried out by the Working Party on Road Traffic Safety provided by the secretariat, endorsed the reports of the Working Party on its twenty-sixth and twenty-seventh sessions (TRANS/SC.1/WP.1/52 and TRANS/SC.1/WP.1/54 respectively) and adopted the draft amendments to the Consolidated Resolution R.E.1 contained in the annexes to the above-mentioned reports.

37. The Principal Working Party welcomed the efforts made by the Working Party on Road Traffic Safety aimed at the rationalization of its work, in particular the effective use of small informal groups working between its regular sessions.

ASSISTANCE TO COUNTRIES IN TRANSITION

38. The Principal Working Party noted that no replies had been received to its invitation to countries in transition for making proposals concerning assistance they needed and assessing priorities in this matter (TRANS/SC.1/357, para. 43).

39. It took note of the recommendation adopted at the UN/ECE Workshop on International Transit Traffic Facilitation (Tashkent, 15-17 October 1996) and requested the secretariat to submit for its next session the report of the Workshop.

40. The Principal Working Party was informed about the IRU Manual on the Integration of Central and Eastern European Countries containing extensive analytical information about EU legislation on road transport, published in English, Bulgarian, Czech, Hungarian, Polish, Romanian, Slovak and Russian. It was felt that this publication could also be useful for other countries and that, therefore, its publication in other languages would be advisable.

**PROGRAMME OF WORK OF THE PRINCIPAL WORKING PARTY
AND ITS SUBSIDIARY BODIES**

Documentation: TRANS/SC.1/R.273; TRANS/SC.1/WP.1/54.

41. The Principal Working Party adopted a draft programme of work (TRANS/SC.1/R.273) with modifications proposed by the Working Party on Road Traffic Safety (TRANS/SC.1/WP.1/54). The adopted programme of work appears in annex 3 to this report.

ELECTION OF OFFICERS FOR THE NEXT SESSION

42. The Principal Working Party re-elected Mr. S. Schimming (Germany) Chairman and Mr. J. Alaluusua (Finland) Vice-Chairman of its ninety-first session.

OTHER BUSINESS

43. The Principal Working Party expressed its concern as regards the low participation in the session. It was felt that this might be caused by limited financial means for travelling in some countries, the increasing number of meetings organized by various international bodies and overlapping of the time of meetings on similar issues.

44. It invited the Inland Transport Committee to discuss this matter and to take the appropriate measures for strengthening the participation of Governments in the sessions of SC.1. It also invited the Coordination Meeting of ITC to ensure a proper coordination of dates of meetings in order to avoid holding meetings dealing with similar issues on the same date.

45. Referring to the Committee's request to its subsidiary bodies to consider the possibility of reducing the number or the duration of their meetings (ECE/TRANS/116, paras. 13 and 178), the Principal Working Party expressed its opinion that, due to the fact that its meetings take place only once per year and due to the importance and number of the items dealt with, in particular the consideration of the results of the work of the informal groups, the duration of three days for its meetings should be maintained.

46. The Principal Working Party was informed that its next session was provisionally scheduled to be held from 20 to 22 October 1997. It invited its members to provide the secretariat with documents and/or information, to be submitted to its next session, not later than 15 July 1997.

47. The Principal Working Party decided that no restriction should be placed on the circulation of documents issued for the current session.

ADOPTION OF THE REPORT

48. The Principal Working Party adopted the report on its ninetieth session.

Annex 1

DRAFT AMENDMENTS TO ANNEXES I and II TO THE EUROPEAN AGREEMENT
ON MAIN INTERNATIONAL TRAFFIC ARTERIES (AGR) ADOPTED
BY THE PRINCIPAL WORKING PARTY

A. AMENDMENTS TO ANNEX I TO AGR

Amendment proposed by the Government of Lithuania (TRANS/SC.1/R.271)

1. Road E 272 - Extension from Panevėžys to Klaipėda

New overall reference:

E 272 Klaipėda - Palanga - Šiauliai - Panevėžys - Ukmergė - Vilnius

Amendment proposed jointly by the Governments of Lithuania and Ukraine (TRANS/SC.1/R.271/Add.1) (with the modification proposed by the Government of Belarus)

2. Road E 85 - Extension from Černovcy to Klaipėda

New overall reference:

E 85 Klaipėda - Kaunas - Vilnius - Lida - Slonim - Kobrin - Luck - Černovcy
- Siret - - Alexandroupoli

Amendments proposed by the Government of Turkey (TRANS/SC.1/R.271/Add.3)

3. Road E 70 - Extension from Varna through ferry connection
to Samsun and from Samsun to Trabzon

New overall reference:

E 70 La Coruña - - Choumen - Varna ... Samsun - Ordu - Giresun -
Trabzon

4. Road E 95 - Extension from Odessa through ferry connection
to Samsun and from Samsun to Merzifon

New overall reference:

E 95 Sankt Petersburg - - Kyiv - Odessa ... Samsun - Merzifon

B. AMENDMENTS TO ANNEX II TO AGR

Amendment proposed by the Government of Germany and modified by the ad hoc Meeting on Implementation of AGR (TRANS/SC.1/AC.5/30, para. 16)

5. Paragraph IV.7.4 "Frontier posts"

Amend to read:

"The location dimensions and form of frontier posts, as well as the type and layout of the installations, buildings, parking areas, etc., shall be selected on the basis of the checks anticipated and the traffic passing through such posts. By means of agreements with the neighbouring states, joint frontier control installations as well as coordinated control services with sufficient personnel shall be aimed at.

The structure and form of a frontier complex and the internal communications network should, with effective signposting that is coordinated among the neighbouring states, make it possible to preselect and separate passenger and goods traffic according to the different kinds of control before they arrive at the buildings and installations. At frontier posts with high lorry-traffic peaks, lorry reception areas for precontrol or preselection according to the kinds of control should be provided for in front of the frontier control installations themselves."

Amendment drafted at the ad hoc Meeting on Implementation of AGR
(TRANS/SC.1/AC.5/30, para. 20)

6. Paragraph III.1 "GEOMETRIC CHARACTERISTICS - General considerations"

Amend the first sentence to read:

"The choice of geometric characteristics shall be such as to afford to all users proper safety and traffic flow conditions with a minimum of congestion, bearing in mind the function of the road and the general behaviour of drivers."

Annex 2

SUMMARY OF THE REPORT OF THE COUNCIL OF BUREAUX

1. The last meeting of the General Assembly of the Council of Bureaux, held in Casablanca on 30 and 31 May 1996, considered several issues of substance as regards the future scope of the Green Card System and the various agreements between member Bureaux of the Council.

Future scope of the Green Card System

2. It was agreed by the General Assembly that, subject to the ability of applicant countries for the participation in the System to comply with the conditions for membership, the future geographical scope of the System should be restricted to European countries situated to the West of the Ural Mountains and non-European countries bordering the Mediterranean Sea.

3. It is considered that the European Countries which are without a Compulsory Third Party Insurance Law, as well as those countries which have such a law but in relation to which some initial experience would be appropriate, should be accorded the status of a "Transitional Member" for a certain period of time.

Membership of the Green Card System

4. As regards the current membership of the System, discussions have taken place with the Bureau of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) with regard to the large number of reimbursement demands from that Bureau which have been outstanding. The re-integration of the Bureau of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) to the system will be determined on the basis of the United Nations decisions on the cancellation of the sanctions against that country. The Bureau of Iraq remains suspended from membership of the Council in view of the continuation of the United Nations sanctions against that country.

5. The Bureau of Andorra was admitted to membership with effect from 1 July 1996 and the Bureau of Cyprus has also been admitted to membership with effect from 1 July 1996 but in this case the membership is restricted to those geographical parts of Cyprus which are under the control of the Government of Cyprus.

Annex 3

DRAFT PROGRAMME OF WORK FOR 1997-2001 1/

PROGRAMME ACTIVITY 02.2: ROAD TRANSPORT

02.2.1 Road transport infrastructure Priority: 1

- (a) Review of the situation concerning the implementation and possible amendments to the European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR).

Description: In order to adapt the European road network to present and future requirements and to extend it to Central Asian and Caucasus ECE member States the Principal Working Party on Road Transport (SC.1) will take suitable action for implementing the Agreement and for amending as necessary its provisions with regard, in particular, to the structure and numbering of the network (Annex I), applicable technical standards (Annex II) and user information and safety, as well as for taking into account traffic flow evolution.

Work to be undertaken:

- (i) **Consideration of new challenges and developments in the field of the establishment of a coherent and efficient road infrastructure network. (Continuing)**
- [(i)] (ii) Periodic review of the structure of the E road network and conditions to which it should conform and adoption of necessary amendments to annexes I and II of the Agreement. (Continuing)
- [(ii)] (iii) Consideration of the AGR Agreement with a view to especially:
- introducing main road links in eastern European, Central Asian and Caucasian ECE member States in the E road network;
- implementing and whenever feasible and appropriate improving existing standards and operational parameters;

1/ New programme elements or elements replacing the old text adopted by the Inland Transport Committee at its fifty-eighth session (ECE/TRANS/116/Add.1) are indicated in bold characters while the texts proposed for deletion are placed in square brackets.

taking into account new east-west
traffic flows;

raising environmental, energy and safety
standards;

taking into account the UN/ECE
Conventions on the Environment.
(Continuing)

- [(iii)] (iv) Inventory of the E road network to be
analysed together with the motor traffic
census on E roads. [(1997, then every
three years)] (Every five years)

(b) Special Project: Trans-European North-South Motorway (TEM)

Description: Within the framework of UN/ECE, the TEM countries have established an appropriate administrative and financial framework, with the aim of assisting the construction of TEM as part of an integrated European international road infrastructure. Close collaboration exists between the TEM and ECE relevant work.

Work to be undertaken:

- (i) Consideration of possibilities for development of the TEM project (combined transport, financing). (Continuing)
- (ii) Consideration of possible utilization of the results achieved both under the project and in other UN/ECE activities in the field of road infrastructure, including the implementation of the AGR, to be mutually utilized. (Continuing)

02.2.2 Harmonization of requirements concerning international road transport and facilitation of its operations Priority: 1

Description: The Principal Working Party on Road Transport (SC.1) will elaborate suitable international instruments and update or supplement existing ones and study selected aspects in international transport of passengers and goods by road, particularly those related to the facilitation of road transport between eastern and western Europe and the simplification and harmonization of administrative procedures and documentation.

Work to be undertaken:

- (a) In order to ensure and control the implementation (monitoring) of the AETR Agreement the Principal Working Party will take appropriate action in this regard. (Continuing)

- (b) Consideration of possible harmonization of requirements concerning weights and dimensions of road vehicles. (To be taken at an appropriate time)
- (c) Consideration of the content and the status of reservations to the Consolidated Resolution on the Facilitation of Road Transport (R.E.4) taking into account the new pan-European transport context. (Continuing)
- (d) **Consideration of new challenges, opportunities and developments in the field of the facilitation of border crossings and the consideration of possibilities for agreements and other measures on border crossing and border facilities for road transport between Eastern and Western Europe. (1997)**
- (e) Revision of the Convention on the Contract for the International Carriage of Passengers and Luggage by Road (CVR). (1997)
- (f) Review of the situation and questions concerning facilitation of international road transport with regard to:
 - (i) The Inter-Bureau Agreements on International Motor Insurance Card (Green Card). (Continuing)
 - (ii) Bilateral Agreements. (Every three years)
 - (iii) Possible institution of a European-wide quota of transport permits. (To be undertaken at an appropriate time)

02.2.3 Road transport safety

Priority: 1

Description: The Working Party on Road Traffic Safety (SC.1/WP.1) will examine matters and adopt measures aimed at improving road transport safety and consider, inter alia, the implementation of the Vienna Conventions on Road Traffic and on Road Signs and Signals and the European Agreements supplementing them and the elaboration of proposals for updating the Consolidated Resolutions on Road Traffic and on Road Signs and Signals (R.E.1 and R.E.2).

Work to be undertaken:

- [(a) Follow-up to the second ECE Road Safety Week. [(1996)]]
- (a) Preparation of the third ECE Road Safety Week. (2000)

- (b) Consideration once a year of a selected topic related to road safety in the form of an in-depth discussion based on papers prepared by experts and undertaking an appropriate follow-up action. (Continuing)
- (c) Development of new recommendations to be included in the Consolidated Resolutions on Road Traffic and Road Signs and Signals (R.E.1 and R.E.2) and updating of the existing ones [(in cooperation with WP.29).] **(in cooperation with other subsidiary bodies of ITC)**. (Continuing)
- [(d)] Exchange of information on road safety regulations in force in member States. (Continuing)
- (e) Review of national requirements concerning selected aspects of road traffic regulations and safety and circulation of information on the subject. (Continuing)]
- (d) **Exchange of information on national road safety programmes, in particular taking into account financing of road safety activities, and on road safety regulations and requirements in force in member States and circulation of such information.** (Continuing)
- [(f)](e) Implementation of the Vienna Conventions on Road Traffic and on Road Signs and Signals and of the European Agreements supplementing them, and consideration of these legal instruments with a view to possible raising of road safety standards. (As required)
- [(g)](f) **Assisting countries in transition in the establishment of sound and up-to-date traffic safety practice and procedures and in organizing workshops or seminars on road safety.** (Continuing)
- [(h)](g) Review of the content of the 1975 Agreement on Minimum Requirements for the Issue and Validity of Driving Permits (APC). [(1996)] **(To be undertaken at an appropriate time)**
- [(i)](h) Consideration of the possible approaches to the work on a United Nations Long-Term Strategy on Road Safety. [(1996)] **(1997)**

...

PROGRAMME ACTIVITY 02.7: ENVIRONMENTAL PROTECTION AND
ENERGY SAVING IN TRANSPORT

02.6.1 Impact of transport infrastructure and operations on the
environment, including pollution and noise Priority: 1

(a) Road transport

Description: Consideration of the impact of road infrastructure and operation on the environment and the noise and pollution emissions of road vehicles, as referred to under 02.2.1 and 02.3.1.

Work to be undertaken: As referred to under 02.2.1 and 02.3.1. (Continuing)

...

PROGRAMME ACTIVITY 02.13: GENERAL ISSUES

Periodical circulation of selected transport information Priority: 3

(a) Road transport

Description: Issuing a synthesis of the present technical and operational standards of E roads and, as necessary, maps representing the European road network based on the AGR; collection, updating and circulation of information on national requirements concerning selected aspects of international road transport and road traffic safety, such as maximum permissible weights and dimensions of vehicles, the implementation of the Green Card system for motor vehicle insurance, bilateral agreements, **road traffic regulations**, etc. (see: 02.2.1, 02.2.2 and 02.2.3)

Work to be undertaken: Under the supervision of the Principal Working Party on Road Transport and the Working Party on Road Traffic Safety, the secretariat will collect and circulate the information described above. (Continuing)

...



Conseil Economique
et Social

Distr.
RESTREINTE

TRANS/SC.1/359
5 novembre 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITE DES TRANSPORTS INTERIEURS

Groupe de travail principal des transports routiers

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL SUR
SA QUATRE-VINGT-DIXIEME SESSION
(21-23 octobre 1996)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Participation	1
Adoption de l'ordre du jour	2
Activités des organes de la CEE et d'autres organisations internationales présentant un intérêt pour le Groupe de travail principal	3 - 5

Les documents du Comité des transports intérieurs et de ses organes subsidiaires font l'objet d'une distribution limitée. Ils ne sont communiqués qu'aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales qui participent aux travaux du Comité et de ses organes subsidiaires; ils ne doivent être communiqués ni à des journaux ni à des périodiques.

TABLES DES MATIERES (*suite*)

	<u>Paragraphe</u> s
a) Commission économique pour l'Europe	3
b) Comité des transports intérieurs et ses organes subsidiaries	4
c) Autres organisations internationales	5
Infrastructure routière	6 - 16
a) Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)	6 - 13
b) Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) . .	14 - 16
Harmonisation des prescriptions applicables aux opérations de transport international par route et facilitation de ces opérations	17 - 35
a) Mise en oeuvre de l'AETR	17 - 19
b) Poids et dimensions des véhicules routiers	20 et 21
c) Examen du contenu et de l'état des réserves à la Résolution d'ensemble sur la facilitation des transports routiers (R.E.4)	22 et 23
d) Examen des possibilités d'accords ou d'autres mesures concernant le passage des frontières et des postes frontière dans le transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale	24 - 26
e) Révision de la Convention relative au Contrat de transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR)	27 et 28
f) Examen de la situation concernant la facilitation du transport routier international et des questions y relatives	29 - 35
i) Carte internationale d'assurance automobile (cartes vertes)	29
ii) Adhésion aux instruments juridiques internationaux de la CEE/ONU dans le domaine du transport routier et application desdits instruments	30 - 33
iii) Questions fiscales relatives au transport routier	34 et 35

TABLES DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
Sécurité de la circulation	36 et 37
Assistance aux pays en transition	38 - 40
Programme de travail du Groupe de travail principal et de ses organes subsidiaires	41
Election du bureau pour la prochaine session	42
Questions diverses	43 - 47
Adoption du rapport	48

* * *

ANNEXES

- Annexe 1 Projets d'amendements aux annexes I et II de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR) adoptés par le Groupe de travail principal
- Annexe 2 Résumé du rapport du Conseil des Bureaux
- Annexe 3 Projet de programme de travail pour 1997-2001
-

RAPPORT

PARTICIPATION

1. Le Groupe de travail principal des transports routiers a tenu sa quatre-vingt-dixième session du 21 au 23 octobre 1996, sous la présidence de M. S. Schimming (Allemagne). Y ont participé les représentants des Etats membres suivants : Allemagne, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie. L'organisation intergouvernementale ci-après était représentée : Organisation internationale de la circulation routière (IRTO). Les organisations non gouvernementales dont les noms suivent étaient aussi représentées : Union internationale des transports routiers (IRU), Fédération routière internationale (FRI), Alliance internationale de tourisme/Fédération internationale de l'automobile (AIT/FIA), Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) et Conseil des Bureaux.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Document : TRANS/SC.1/358 et Amend.1

2. Le Groupe de travail principal a adopté l'ordre du jour modifié, à la demande du représentant de l'IRU, par l'adjonction au point 4 f) d'un sous-alinéa iii) "Questions fiscales relatives au transport routier".

ACTIVITES DES ORGANES DE LA CEE ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES PRESENTANT UN INTERET POUR LE GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL

a) Commission économique pour l'Europe

3. Le Groupe de travail principal a été informé des résultats de la cinquante et unième session de la Commission économique pour l'Europe (15-19 avril 1996), notamment en ce qui concerne la décision G (51) intitulée "Coopération dans le domaine du transport".

b) Comité des transports intérieurs et ses organes subsidiaires

Document : ECE/TRANS/116

4. Le Groupe de travail principal a été informé des décisions adoptées par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-huitième session, dans la mesure où elles portent sur les activités du Groupe de travail principal, notamment en ce qui concerne les mesures visant à économiser les ressources et les questions relatives à l'infrastructure, au fonctionnement et à la sécurité des transports routiers (ECE/TRANS/116, par. 10 à 13, 56 à 78 et 178). Le Groupe de travail principal a en outre été informé des préparatifs en cours de la Conférence régionale sur les transports et l'environnement et de la troisième Conférence paneuropéenne sur les transports.

c) Autres organisations internationales

5. Le Groupe de travail principal a décidé que les activités menées par les autres organisations internationales seraient examinées au titre des points de l'ordre du jour se rapportant auxdites activités.

INFRASTRUCTURE ROUTIERE

a) Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)

Documents : TRANS/SC.1/R.271 et Add.1 à 3; TRANS/SC.1/AC.5/30 et document informel No 1 (Renseignements concernant les travaux récents relatifs à l'extension éventuelle du réseau de routes E aux pays d'Asie centrale et du Caucase membres de la CEE), distribué pendant la session.

6. Le Groupe de travail principal a été informé que l'état des adhésions à l'AGR était le même qu'à sa dernière session et que les amendements à l'annexe 1 de cet accord, adoptés à sa quatre-vingt-neuvième session (TRANS/SC.1/357, annexe 1), avaient été acceptés le 8 juillet 1996 et entreraient en vigueur le 25 octobre 1996.

7. Le Groupe de travail principal a pris note des renseignements relatifs aux travaux récents concernant l'extension éventuelle du réseau de routes E aux pays d'Asie centrale et du Caucase membres de la CEE (document informel No 1), a pris note des remarques et des propositions faites à ce sujet par la Réunion spéciale sur l'application de l'AGR à sa quinzième session (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 11 et 12), et a décidé :

- i) De poursuivre l'extension du réseau de routes E aux pays susmentionnés, comme la Réunion spéciale l'avait proposé, en tenant compte des résultats des travaux récents du Conseil intergouvernemental de la CEI relatifs à l'accord intergouvernemental sur les routes internationales dans les pays de la CEI; à cette fin, le Groupe de travail principal a prié le Conseil de communiquer au secrétariat, dès que les travaux de la CEI dans ce domaine seraient achevés, ses propositions relatives à l'incorporation de routes des régions du Caucase et d'Asie centrale dans le réseau de routes E;
- ii) De prier le secrétariat de poursuivre ses consultations sur la question avec les pays directement concernés par l'intermédiaire des conseillers régionaux et de prendre contact avec la CESAP afin d'assurer la coordination voulue entre l'extension du réseau de routes E et le développement du réseau asiatique de routes internationales;
- iii) De poursuivre l'examen de la question à sa prochaine session.

8. Conformément à l'article 8 de l'AGR, le Groupe de travail principal a examiné les amendements à l'annexe 1 de l'AGR soumis par les Gouvernements géorgien, lituanien, turc et ukrainien (TRANS/SC.1/R.271 et Add.1 à 3) et a adopté à l'unanimité :

- i) L'amendement proposé par la Lituanie pour la route E 272 (TRANS/SC.1/R.271);
- ii) L'amendement proposé conjointement par la Lituanie et l'Ukraine pour la route E 85 (TRANS/SC.1/R.271/Add.1);

- iii) Les amendements proposés par la Turquie pour les routes E 70 et E 95 (TRANS/SC.1/R.271/Add.3).

Le texte des amendements susmentionnés figure dans l'annexe 1 au présent rapport.

9. En ce qui concerne les autres propositions d'amendement mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus, le Groupe de travail principal a décidé :

- i) De reporter la décision concernant l'extension de la route E 28 jusqu'à la conclusion des consultations bilatérales ou multilatérales entre les pays directement concernés, c'est-à-dire la Fédération de Russie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne, au sujet des questions soulevées lors de la Réunion spéciale (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 6 et 7);
- ii) D'examiner les propositions d'amendement aux routes E 60 et E 99 et les nouvelles routes E 491 et E 691 proposées, en même temps que les autres propositions relatives à l'extension du réseau de routes E aux régions du Caucase et d'Asie centrale (voir le paragraphe 7 i) ci-dessus).

10. Conformément à l'article 9 de l'AGR, le Groupe de travail principal a adopté à l'unanimité :

- i) L'amendement au paragraphe IV.7.4 de l'annexe II de l'AGR proposé par le Gouvernement de l'Allemagne et modifié par la Réunion spéciale (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 16);
- ii) L'amendement au paragraphe III.1 de l'annexe II de l'AGR, rédigé par la Réunion spéciale (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 20).

Le texte des amendements adoptés figure dans l'annexe 1 au présent rapport.

11. Conformément aux propositions de la Réunion spéciale (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 21), le Groupe de travail principal a pris la décision ci-après au sujet des prochains inventaires du réseau de routes E :

- a) L'intervalle entre deux inventaires du réseau de routes E devrait être le même que pour le recensement de la circulation routière sur les routes E, à savoir cinq ans;
- b) Les données à rassembler pour le prochain inventaire devraient être les mêmes que celles réunies pour l'inventaire de 1994 et devraient par ailleurs comporter des informations sur l'application de la signalisation des routes E prescrite dans l'annexe III de l'AGR;
- c) Les données provenant du recensement de la circulation routière sur les routes E, rassemblées par le secrétariat, contenant quelques informations sur les paramètres géométriques des tronçons de routes E considérés dans le recensement, il faudrait envisager à l'avenir d'intégrer le rassemblement des données pour le recensement et pour l'inventaire des routes E.

12. En ce qui concerne la suggestion de la Réunion spéciale d'analyser l'inventaire en même temps que le recensement de la circulation pour la même année, le Groupe de travail principal a recommandé que cette analyse porte avant tout sur les couloirs de transport prioritaires d'Europe centrale et orientale proposés par la deuxième Conférence paneuropéenne sur les transports.

13. Conformément à l'opinion exprimée par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-huitième session (ECE/TRANS/116, par. 60), le Groupe de travail principal a examiné la question de la corrélation entre l'extension du réseau de routes E et le développement des couloirs de transport prioritaires en Europe centrale et orientale sur la base de renseignements communiqués par le secrétariat lors de la session. Il a été décidé que l'extension future du réseau de routes E dans la région susmentionnée devrait viser avant tout à réaliser les liaisons manquantes du réseau de routes E le long des couloirs prioritaires. Il a aussi été souligné que l'aménagement ultérieur de couloirs prioritaires en Europe centrale et orientale devrait être fondé sur le réseau de routes E.

b) Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)

Document : TRANS/SC.1/R.274

14. En présentant le rapport intérimaire, le représentant du secrétariat a souligné les activités qui, dans l'exécution du Projet, portaient sur des aspects techniques, financiers, administratifs et opérationnels.

15. Le représentant du secrétariat a expliqué que le dernier signataire de l'Accord relatif au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération dans le cadre du projet TEM était le Gouvernement géorgien. Un certain nombre d'autres gouvernements envisageaient d'être signataires de l'Accord.

16. Après le débat qui a suivi, le Groupe de travail principal a pris note des progrès réalisés dans l'exécution du projet et a exprimé son soutien en faveur des travaux relatifs au TEM. Il a encouragé la poursuite de la présentation d'informations sur les activités du projet TEM et le maintien des rapports avec le Comité des transports intérieurs et a souhaité rester informé des faits nouveaux.

HARMONISATION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX OPERATIONS DE TRANSPORT INTERNATIONAL PAR ROUTE ET FACILITATION DE CES OPERATIONS

a) Mise en oeuvre de l'AETR

Documents : E/ECE/811 - E/ECE/TRANS/564 et Amend.1 à 3

17. Le représentant de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) a souligné qu'il était nécessaire de mettre en oeuvre un contrôle effectif de l'application des dispositions de l'AETR, notamment en ce qui concerne l'utilisation des tachygraphes, obligatoires depuis le 24 avril 1995. Il a proposé que soit créé un groupe informel chargé de présenter des propositions appropriées à ce sujet.

18. Suite à cette suggestion, le Groupe de travail principal a décidé de créer un groupe informel chargé de rassembler des renseignements sur

l'application des dispositions de l'AETR dans divers pays (en utilisant, le cas échéant, un questionnaire approprié) et de faire des propositions, si possible pour la prochaine session du Groupe de travail principal, au sujet des mesures à prendre pour assurer que l'AETR soit dûment appliqué. Les représentants de la Finlande, de la France, de la Roumanie, de l'ITF et de l'IRU se sont déclarés disposés à participer au groupe informel. Il a été décidé que la première réunion du groupe informel se tiendrait en janvier 1997 pendant la session du Comité des transports intérieurs. Le Groupe de travail principal a remercié l'ITF d'avoir proposé d'organiser les travaux du groupe informel et de lui fournir les services nécessaires, à son bureau de Londres. Il a également invité les autres gouvernements et organisations internationales qui le souhaiteraient à participer à ces travaux.

19. Le Groupe de travail principal a été informé que le Gouvernement du Turkménistan avait déposé son instrument d'adhésion à l'AETR le 18 septembre 1996. Conformément aux dispositions de l'appendice 2 de l'annexe à l'AETR, le Turkménistan s'est vu attribuer le numéro d'identification 38 qui devra être apposé sur la marque d'homologation délivrée par ce pays.

b) Poids et dimensions des véhicules routiers

Documents : TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 et Amend.1 à 7

20. Le Groupe de travail principal a pris note des renseignements contenus dans les documents susmentionnés. Il a également pris acte de la Directive 96/53/CE du Conseil, du 25 juillet 1996, établissant pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté les dimensions maximales autorisées en circulation nationale et internationale ainsi que les poids maxima autorisés en trafic international.

21. Il a envisagé la possibilité d'entreprendre l'harmonisation des prescriptions relatives aux poids et dimensions des véhicules routiers au niveau de la CEE. Il a été décidé que cette harmonisation serait prématurée et que, pour l'instant, le Groupe de travail principal devrait continuer à rassembler des informations pertinentes sur les prescriptions nationales actuelles dans ce domaine (TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 et amendements). A cette fin, il a invité les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer au secrétariat des données à jour sur les prescriptions en vigueur dans leur pays au sujet des poids et dimensions des véhicules routiers.

c) Examen du contenu et de l'état des réserves à la Résolution d'ensemble sur la facilitation des transports routiers (R.E.4)

Documents : TRANS/SC.1/319 et Amend.1 à 5; TRANS/SC.1/323 et Amend.1 à 3

22. Le Groupe de travail principal a noté qu'aucune réserve à la Résolution d'ensemble R.E.4 n'avait été levée depuis la dernière session.

23. Etant donné cette situation, le Groupe de travail principal a estimé qu'il serait vain de poursuivre l'examen de cette question. Il s'est toutefois déclaré disposé à entreprendre la rédaction d'une nouvelle résolution ou d'un nouvel instrument juridique sur la facilitation du transport international qui serait susceptible de recueillir un assentiment plus général que la Résolution

d'ensemble R.E.4, sous réserve d'une décision du Comité des transports intérieurs.

- d) Examen des possibilités d'accords ou d'autres mesures concernant le passage des frontières et des postes frontière dans le transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale

Document : TRANS/SC.1/R.272

24. Les représentants de l'IRU ont présenté un film illustrant la situation récente au passage des frontières en Europe centrale et orientale et ont communiqué au Groupe de travail principal des données sur le temps d'attente des camions au passage des frontières dans cette région. Ils ont signalé que les autorités compétentes pouvaient obtenir le film en question si elles en faisaient la demande au Secrétaire général de l'IRU. Ils ont également présenté la résolution de l'IRU sur la situation au passage des frontières en Europe centrale et orientale, adoptée par son Conseil de direction en mai 1996 à sa session de Budapest (TRANS/SC.1/R.272).

25. Le Groupe de travail principal a remercié l'IRU de lui avoir fourni les renseignements susmentionnés et a exprimé son soutien aux diverses activités de l'IRU visant à faciliter le passage des frontières, y compris la résolution mentionnée au paragraphe 24 ci-dessus.

26. Au cours de l'examen de la question, il a été souligné que les diverses initiatives et mesures prises, non seulement par les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales mais aussi par le secteur privé, pourraient déboucher sur une amélioration considérable de la situation au passage des frontières.

- e) Révision de la Convention relative au Contrat de transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR)

Documents : TRANS/SC.1/R.269; TRANS/SC.1/R.275 et Add.1

27. Le Groupe de travail principal a pris note des observations communiquées jusqu'ici au sujet de la révision éventuelle de la CVR (TRANS/SC.1/R.275 et Add.1).

28. Le Groupe de travail principal a déclaré qu'il ne pouvait rédiger ses conclusions finales relatives à la révision de la CVR car peu de pays avaient présenté leurs observations écrites à ce sujet, aucune Partie contractante ne s'était officiellement proposée pour entamer la procédure de révision de la Convention et la participation à la session actuelle était faible. Toutefois, compte tenu de la nécessité exprimée par quelques délégations présentes à la session de progresser dans ce domaine, il a été décidé :

- i) D'inviter les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à présenter au secrétariat leurs observations sur la question;
- ii) D'inviter les Parties contractantes qui avaient déjà fait part de leur intérêt pour la révision de la Convention, c'est-à-dire la Lettonie et la Slovaquie, ainsi que d'autres Parties contractantes n'ayant pas encore communiqué leurs observations, à informer le secrétariat si elles étaient prêtes à accepter

d'entamer la procédure d'amendement décrite dans l'article 34 de la Convention;

- iii) de prier le Comité des transports intérieurs d'examiner la question et de faire savoir au Groupe de travail principal comment il convenait de procéder dans ce domaine.

f) Examen de la situation concernant la facilitation du transport routier international et des questions y relatives

- i) Carte internationale d'assurance automobile (carte verte)

Document : TRANS/SC.1/R.277

29. Le Groupe de travail principal a pris note du tableau des Accords interbureaux (TRANS/SC.1/R.277) et du rapport du Conseil des bureaux dont un résumé figure dans l'annexe 2 au présent rapport. Le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine a indiqué que l'abréviation du nom de son pays utilisée dans le tableau des Accords interbureaux n'était pas acceptable et a demandé qu'elle soit corrigée.

- ii) Adhésion aux instruments juridiques internationaux de la CEE/ONU dans le domaine du transport routier et application desdits instruments

Documents : TRANS/R.414; TRANS/SC.1/R.276

30. Le Groupe de travail principal a été informé de l'état des adhésions aux instruments juridiques de la CEE/ONU dans le domaine du transport routier.

31. Le Groupe de travail principal a examiné la question de la révision éventuelle de la Convention CMR visant à en adapter les dispositions à l'échange de données informatisé (EDI), question qui avait été soulevée par le Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international (WP.4) (TRANS/SC.1/R.276).

32. Le représentant de l'IRU a déclaré que, dans beaucoup de pays Parties contractantes à la CMR, la législation nationale n'autorisait pas l'application de l'EDI aux documents de transport et qu'ils ne seraient par conséquent pas en mesure d'adhérer à la Convention révisée. Il a fait observer que la question intéressait non seulement les transports routiers, mais aussi d'autres modes de transport et d'autres secteurs économiques. A son avis, il serait peut-être plus indiqué d'élaborer un nouveau Protocole de la CMR que de réviser la Convention.

33. Le Groupe de travail principal a décidé d'examiner cette question à sa prochaine session sur la base des observations de ses membres. A cette fin, il a invité ces derniers à communiquer au secrétariat leurs commentaires et propositions sur cette question. Il leur a conseillé de consulter pour ce faire les experts nationaux spécialisés dans les questions traitées par le WP.4 ainsi que ceux qui étudiaient des problèmes analogues pour d'autres modes de transport et d'autres secteurs économiques. Le Groupe de travail a prié le secrétariat d'informer le WP.4 des résultats du débat sur cette question à la présente session.

iii) Questions fiscales relatives au transport routier

34. Le Groupe de travail principal a pris note des informations concernant l'étude de l'IRU intitulée "Vers une harmonisation fiscale dans le transport routier" et de l'appel adressé par cette organisation aux gouvernements d'Europe centrale et orientale au sujet de cette question, qui ont été distribués au cours de la session (document informel No 2).

35. Le Groupe de travail principal a invité la Commission européenne et la Conférence européenne des ministres des transports à lui fournir des informations sur les progrès dans le domaine de l'harmonisation fiscale et a décidé d'examiner cette question à sa prochaine session.

SECURITE DE LA CIRCULATION

Documents : TRANS/SC.1/WP.1/52; TRANS/SC.1/WP.1/54

36. Le Groupe de travail principal a pris note du résumé des activités menées à bien par le Groupe de travail de la sécurité routière qui lui a été présenté par le secrétariat, a approuvé les rapports du Groupe de travail sur ses vingt-sixième et vingt-septième sessions (respectivement TRANS/SC.1/WP.1/52 et TRANS/SC.1/WP.1/54) et a adopté les projets d'amendement à la Résolution d'ensemble R.E.1 figurant dans les annexes aux rapports susmentionnés.

37. Le Groupe de travail principal a félicité le Groupe de travail de la sécurité routière de ses efforts pour rationaliser ses travaux et en particulier de l'utilisation efficace des groupes informels restreints qui s'étaient réunis entre ses sessions ordinaires.

ASSISTANCE AUX PAYS EN TRANSITION

38. Le Groupe de travail principal a noté que l'invitation qu'il avait adressée aux pays en transition pour qu'ils lui communiquent des propositions concernant l'assistance dont ils avaient besoin et une évaluation des priorités dans ce domaine (TRANS/SC.1/357, par. 43) n'avait pas reçu de réponse.

39. Il a pris note de la recommandation adoptée par l'Atelier CEE/ONU sur la facilitation du trafic de transit international (Tachkent, 15-17 octobre 1996) et a prié le secrétariat de lui présenter le rapport de cet atelier à sa prochaine session.

40. Le Groupe de travail principal a été informé au sujet du Manuel de l'IRU sur l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale qui contenait une abondante information analytique sur la législation de l'Union européenne sur les transports routiers publié dans les langues suivantes : anglais, bulgare, tchèque, hongrois, polonais, roumain, slovaque et russe. Il a considéré que cet ouvrage pourrait aussi être utile à d'autres pays et que sa publication dans d'autres langues serait par conséquent recommandée.

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL ET DE SES ORGANES
SUBSIDIAIRES**

Documents : TRANS/SC.1/R.273; TRANS/SC.1/WP.1/54

41. Le Groupe de travail principal a adopté un projet de programme de travail (TRANS/SC.1/R.273) avec des modifications proposées par le Groupe de travail de la sécurité routière (TRANS/SC.1/WP.1/54). Le programme de travail adopté figure dans l'annexe 3 au présent rapport.

ELECTION DU BUREAU POUR LA PROCHAINE SESSION

42. Le Groupe de travail principal a réélu M. S. Schimming (Allemagne) président et M. J. Alaluusua (Finlande) vice-président de sa quatre-vingt-onzième session.

QUESTIONS DIVERSES

43. Le Groupe de travail principal s'est dit préoccupé par la faible participation à la session. Il a considéré qu'elle était peut-être due aux moyens financiers limités dont disposaient certains pays pour leurs déplacements, au nombre croissant de réunions organisées par divers organismes internationaux et au chevauchement de plusieurs réunions portant sur des thèmes analogues.

44. Il a invité le Comité des transports intérieurs à examiner cette question et à prendre les mesures appropriées pour renforcer la participation des gouvernements aux sessions du SC.1. Il a aussi invité la Réunion de coordination du Comité des transports intérieurs à veiller à ce que les dates des réunions soient coordonnées comme il convient afin d'éviter que des réunions portant sur des thèmes analogues aient lieu aux mêmes dates.

45. Se référant à la demande adressée par le Comité à ses organes subsidiaires pour qu'ils envisagent la possibilité de réduire le nombre ou la durée de leurs réunions (ECE/TRANS/116, par. 13 et 178), le Groupe de travail principal a fait savoir qu'à son avis, étant donné que ses réunions n'ont lieu qu'une fois par an et vu l'importance et le nombre des questions traitées à cette occasion, notamment l'examen des résultats des travaux des groupes informels, la durée de ses réunions (trois jours) devrait être maintenue.

46. Le Groupe de travail principal a été informé que la date de sa prochaine session avait été fixée provisoirement du 20 au 22 octobre 1997. Il a invité ses membres à communiquer au secrétariat, au plus tard le 15 juillet 1997, les documents et/ou les informations qui devraient lui être présentés à sa prochaine session.

47. Le Groupe de travail principal a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'imposer de restrictions à la distribution des documents publiés pour la présente session.

ADOPTION DU RAPPORT

48. Le Groupe de travail principal a adopté le rapport sur sa quatre-vingt-dixième session.

Annexe 1

PROJETS D'AMENDEMENTS AUX ANNEXES I ET II DE L'ACCORD EUROPEEN
SUR LES GRANDES ROUTES DE TRAFIC INTERNATIONAL (AGR)
ADOPTES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL

A. AMENDEMENTS A L'ANNEXE I DE L'AGR

Amendement proposé par le Gouvernement de la Lituanie (TRANS/SC.1/R.271)

1. Route E 272 - Extension de Panevėžys à Klaipėda

Nouvelle dénomination générale :

E 272 Klaipėda-Palanga-Šiauliai-Panėvėžys-Ukmergė-Vilnius

Amendement proposé conjointement par les Gouvernements de la Lituanie
et de l'Ukraine (TRANS/SC.1/R.271/Add.1) (avec la modification proposée
par le Gouvernement du Bélarus)

2. Route E 85 - Extension de Černovcy à Klaipėda

Nouvelle dénomination générale :

E 85 Klaipėda-Kaunas-Vilnius-Lida-Slonim-Kobrin-Luck-Černovcy-Siret-
...-Alexandroupoli

Amendements proposés par le Gouvernement de la Turquie
(TRANS/SC.1/R.271/Add.3)

3. Route E 70 - Extension de Varna par transbordeur jusqu'à Samsun
et de Samsun à Trabzon

Nouvelle dénomination générale :

E 70 La Coruña-...-Choumen-Varna...-Samsun-Ordu-Giresun-Trabzon

4. Route E 95 - Extension d'Odessa par transbordeur jusqu'à Samsun
et de Samsun à Merzifon

Nouvelle dénomination générale :

E 95 Sankt Petersburg-...-Kyiv-Odessa...Samsun-Merzifon

B. AMENDEMENTS A L'ANNEXE II DE L'AGR

Amendement proposé par le Gouvernement de l'Allemagne et modifié par la Réunion spéciale sur l'application de l'AGR (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 16)

5. Paragraphe IV.7.4 "Postes frontière"

Modifier comme suit :

"L'emplacement, les dimensions et la forme des postes frontière, ainsi que le type et la disposition des installations, des bâtiments, des parcs de stationnement, etc., doivent être choisis sur la base des contrôles prévus et de la circulation passant aux postes. Des installations de contrôle communes aux frontières ainsi que des services de contrôle coordonnés avec un personnel suffisant devront être recherchés au moyen d'accords avec les Etats voisins.

La structure et la forme d'un complexe frontalier ainsi que le réseau de communications intérieures devraient, grâce à une signalisation efficace coordonnée avec les Etats voisins, permettre de présélectionner et de séparer les voyageurs et les marchandises en fonction des différentes catégories de contrôle, avant leur arrivée aux bâtiments et aux installations. Aux postes frontière où les maxima de la circulation poids lourds sont élevés, des zones de réception des camions pour un précontrôle ou une présélection en fonction des catégories de contrôle devraient être prévues avant les installations de contrôle aux frontières proprement dites."

Projet d'amendement de la Réunion spéciale sur l'application de l'AGR (TRANS/SC.1/AC.5/30, par. 20)

6. Section III.1 "CARACTERISTIQUES GEOMETRIQUES - Considérations générales"

Modifier la première phrase comme suit :

"Le choix des caractéristiques géométriques doit permettre d'offrir à l'ensemble des usagers de bonnes conditions de sécurité et de fluidité avec un minimum d'encombres, compte tenu de la fonction de la route et du comportement général des conducteurs."

Annexe 2

RESUME DU RAPPORT DU CONSEIL DES BUREAUX

1. Lors de sa dernière réunion, tenue à Casablanca les 30 et 31 mai 1996, l'Assemblée générale du Conseil des bureaux a examiné plusieurs questions de fond concernant la portée future du système de cartes vertes et les différents accords en vigueur entre les Bureaux membres du Conseil.

Portée future du système de cartes vertes

2. L'Assemblée générale a décidé que, dans la mesure où les pays demandant à participer au système pourraient se conformer aux conditions d'affiliation, la portée géographique future du Système devrait être limitée aux pays européens situés à l'ouest de l'Oural et aux pays non européens riverains de la Méditerranée.

3. On considère que les pays européens qui n'ont pas de loi sur l'assurance aux tiers obligatoire, ainsi que ceux qui disposent d'une telle loi mais pour lesquels une expérience initiale serait indiquée, devraient se voir accorder le statut de "membre transitoire" pendant un certain temps.

Affiliation au système de cartes vertes

4. En ce qui concerne les affiliations actuelles au système, des entretiens ont eu lieu avec le Bureau de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) au sujet du nombre important de demandes de remboursement émanant de ce Bureau qui sont actuellement en suspens. La réintégration du Bureau de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) au système sera résolue sur la base des décisions de l'ONU concernant l'annulation des sanctions prises à l'égard de ce pays. L'affiliation au Conseil du Bureau de l'Iraq reste suspendue en raison du maintien des sanctions de l'ONU contre ce pays.

5. L'affiliation du Bureau d'Andorre a été acceptée à compter du 1^{er} juillet 1996 et celle du Bureau de Chypre l'a également été à compter de la même date mais, dans ce cas, l'affiliation est limitée aux zones géographiques de Chypre qui sont placées sous le contrôle du Gouvernement chypriote.

Annexe 3

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1997-2001 1/

ACTIVITE 02.2 : TRANSPORT ROUTIER

02.2.1 Infrastructure routière Priorité : 1

- a) Examen de la situation en ce qui concerne l'application et l'amendement éventuel de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR).

Exposé succinct : Pour adapter le réseau routier européen aux besoins présents et futurs et pour l'étendre aux pays membres de la CEE d'Asie centrale et du Caucase, le Groupe de travail principal des transports routiers (SC.1) prendra les mesures nécessaires en vue de faire appliquer l'Accord et de modifier s'il y a lieu ses dispositions concernant en particulier la structure du réseau et sa numérotation (annexe I), les normes techniques applicables (annexe II) et l'information et la sécurité des usagers, ainsi que pour tenir compte de l'évolution des flux de trafic.

Travail à faire :

- i) Examen des problèmes nouveaux et de l'évolution dans le domaine de l'établissement d'un réseau cohérent et efficace d'infrastructures routières. (Projet permanent)
- [i] ii) Examen périodique de la structure du réseau de routes E et des conditions auxquelles il devrait répondre, et adoption des amendements nécessaires concernant les annexes I et II de l'Accord. (Projet permanent)
- [ii] iii) Examen de l'AGR en vue notamment :
- d'introduire dans le réseau de routes E les grandes liaisons routières des Etats d'Europe orientale, d'Asie centrale et du Caucase membres de la CEE;
 - d'appliquer, et si cela est possible et approprié, d'améliorer les normes et les paramètres d'exploitation existants;
 - de tenir compte des nouveaux courants de trafic Est-Ouest;
 - de rendre plus sévères les normes en matière d'environnement, d'énergie et de sécurité;

1/ Les nouveaux éléments de programme ou les éléments remplaçant l'ancien texte adoptés par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-huitième session (ECE/TRANS/116/Add.1) sont indiqués en caractères gras; les éléments qu'il est proposé de supprimer figurent entre crochets.

de tenir compte des Conventions de la CEE/ONU sur l'environnement. (Projet permanent)

- {iii)} iv) Inventaire du réseau de routes E, à analyser en même temps que le recensement de la circulation sur les routes E. [(En 1997, puis tous les trois ans)] (Tous les cinq ans).

b) **Projet spécial : autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)**

Exposé succinct : Les pays du TEM ont établi dans le cadre de la CEE/ONU des structures administratives et financières appropriées en vue d'intégrer le TEM à l'infrastructure routière européenne. Une collaboration étroite s'exerce entre le projet TEM et les activités correspondantes de la CEE.

Travail à faire :

- i) Examen des possibilités de développement du projet TEM (transport combiné, financement). (Projet permanent)
- ii) Examen de l'application éventuelle des résultats obtenus dans le cadre du projet et d'autres activités de la CEE/ONU en matière d'infrastructure routière, notamment l'application de l'AGR, pour une utilisation mutuelle. (Projet permanent)

02.2.2 Harmonisation des prescriptions applicables aux opérations de transport international par route et facilitation de ces opérations

Priorité : 1

Exposé succinct : Le Groupe de travail principal des transports routiers (SC.1) élaborera des instruments internationaux appropriés, mettra à jour ou complétera ceux qui existent déjà et étudiera certains aspects du transport international de voyageurs et de marchandises par route, concernant en particulier la facilitation du transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale ainsi que la simplification et l'harmonisation des procédures administratives et de la documentation.

Travail à faire :

- a) Le Groupe de travail principal des transports routiers prendra toutes les mesures nécessaires pour veiller à l'application (travail de surveillance) de l'AETR. (Projet permanent)
- b) Examen de l'harmonisation éventuelle des prescriptions concernant le poids et les dimensions des véhicules routiers. (A entreprendre le moment venu)
- c) Examen de la teneur et de la situation des réserves émises au sujet de la Résolution d'ensemble sur la facilitation du transport par route (R.E.4), compte tenu du nouveau contexte paneuropéen des transports. (Projet permanent)
- d) Etude des problèmes, des possibilités et des faits nouveaux dans le domaine de la facilitation du passage des frontières et examen des possibilités d'accords et d'autres mesures concernant le passage des

frontières et les postes frontière dans le transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale. (1997)

- e) Révision de la Convention relative au transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR). (1997)
- f) Examen de la situation et des questions liées à la facilitation du transport routier international en ce qui concerne :
 - i) les accords interbureaux relatifs à la carte internationale d'assurance automobile (carte verte). (Projet permanent)
 - ii) les accords bilatéraux. (Tous les trois ans)
 - iii) la création éventuelle d'un contingent européen d'autorisations de transport. (A entreprendre le moment venu)

02.2.3 Sécurité du transport routier

Priorité : 1

Exposé succinct : Le Groupe de travail de la sécurité de la circulation (SC.1/WP.1) examinera des questions et adoptera des mesures visant à améliorer la sécurité du transport routier, notamment l'application des Conventions de Vienne sur la circulation et la signalisation routières et les Accords européens les complétant ainsi que l'élaboration de propositions pour la mise à jour des Résolutions d'ensemble sur la circulation et la signalisation routières (R.E.1 et R.E.2).

Travail à faire :

- [a) Suivi de la deuxième semaine de la sécurité routière de la CEE. [(1996)]]
- a) Préparation de la troisième Semaine de la sécurité routière de la CEE. (2000)
- b) Examen une fois par an d'un thème donné se rapportant à la sécurité routière, sous la forme d'une discussion approfondie fondée sur des études d'experts, et suivi approprié. (Activité permanente)
- c) Elaboration de nouvelles recommandations à incorporer dans les Résolutions d'ensemble sur la circulation et sur la signalisation routières (R.E.1 et R.E.2) et mise à jour des résolutions existantes [(en collaboration avec le WP.29).] (en collaboration avec d'autres organes subsidiaires du Comité des transports intérieurs). (Projet permanent)
- [d) Echange d'informations sur les règlements de sécurité routière en vigueur dans les Etats membres. (Projet permanent)
- e) Examen des prescriptions nationales concernant certains aspects particuliers de la réglementation et de la sécurité de la

circulation, et diffusion de renseignements à ce sujet. (Projet permanent)]

- d) Echange d'informations sur les programmes nationaux de sécurité routière compte tenu en particulier du financement des activités liées à la sécurité routière, et sur les règlements et prescriptions de sécurité routière en vigueur dans les Etats membres et diffusion de ces informations. (Projet permanent).
- [f] e) Mise en oeuvre des Conventions de Vienne sur la circulation et sur la signalisation routières et des Accords européens les complétant, et examen de ces instruments juridiques en vue de rendre éventuellement plus sévères les normes applicables à la sécurité routière. (Selon les besoins)
- [g] f) Aide aux pays en transition pour l'établissement de pratiques et de méthodes rationnelles et modernes dans le domaine de la sécurité routière et pour l'organisation d'ateliers ou de séminaires sur la sécurité routière. (Projet permanent)
- [h] (g) Examen de la teneur de l'Accord de 1975 sur les exigences minimales pour la délivrance et la validité des permis de conduire (APC). [(1996)] (A entreprendre le moment venu)
- [i] (h) Examen des différentes possibilités de conduite des travaux relatifs à une stratégie à long terme des Nations Unies pour la sécurité routière. [(1996)] (1997)

...

ACTIVITE 02.7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET ECONOMIES D'ENERGIE
DANS LES TRANSPORTS

02.6.1 Incidences de l'infrastructure et des opérations de transport sur l'environnement, notamment la pollution et le bruit

Priorité : 1

a) Transport routier

Exposé succinct : Etude de l'incidence de l'infrastructure routière sur l'environnement, et de celle du bruit et des émissions polluantes occasionnés par les véhicules routiers, comme indiqué dans les activités 02.2.1 et 02.3.1.

Travail à faire : Voir les activités 02.2.1 et 02.3.1. (Projet permanent)

...

ACTIVITE 02.13 : QUESTIONS GENERALES

Diffusion périodique de certaines informations sur
les transports

Priorité : 3

a) Transport routier

Exposé succinct : Publication d'une synthèse des normes techniques et opérationnelles en vigueur pour les routes E et, en fonction des besoins, de cartes du réseau routier européen sur la base de l'AGR; rassemblement, mise à jour et diffusion d'informations sur les prescriptions nationales concernant certains aspects du transport routier international et de la sécurité routière (poids et dimensions maximaux autorisés des véhicules, application du système de la carte verte pour l'assurance des véhicules automobiles, accords bilatéraux, réglementation de la circulation routière, etc.) (voir les activités 02.2.1, 02.2.2 et 02.2.3).

Travail à faire : Sous la surveillance du Groupe de travail principal des transports routiers et du Groupe de travail de la sécurité de la circulation, le secrétariat rassemblera et diffusera les informations susmentionnées.
(Projet permanent)

...



ЭКОНОМИЧЕСКИЙ
И СОЦИАЛЬНЫЙ СОВЕТ

Distr.
RESTRICTED

TRANS/SC.1/359
5 November 1996

RUSSIAN
Original: ENGLISH

ЕВРОПЕЙСКАЯ ЭКОНОМИЧЕСКАЯ КОМИССИЯ

КОМИТЕТ ПО ВНУТРЕННЕМУ ТРАНСПОРТУ

Основная рабочая группа по автомобильному
транспорту

ДОКЛАД ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППЫ О РАБОТЕ ЕЕ ДЕВЯНОСТОЙ СЕССИИ
(21-23 октября 1996 года)

СОДЕРЖАНИЕ

	<u>Пункты</u>
Участники	1
Утверждение повестки дня	2
Деятельность органов ЕЭК и других международных организаций, представляющая интерес для Основной рабочей группы	3 - 5
а) Европейская экономическая комиссия	3
б) Комитет по внутреннему транспорту и его вспомогательные органы	4
с) Другие международные организации	5

Документы Комитета по внутреннему транспорту и его вспомогательных органов подлежат ограниченному распространению. Эти документы рассылаются только правительствам, специализированным учреждениям и правительственным и неправительственным организациям, участвующим в работе Комитета и его вспомогательных органов, причем они не должны передаваться газетам и периодическим изданиям.

СОДЕРЖАНИЕ (продолжение)

	<u>Пункты</u>
Инфраструктура автомобильного транспорта	6 - 16
a) Европейское соглашение о международных автомагистралях (СМА)	6 - 13
b) Проект трансъевропейской автомагистрали Север-Юг (ТЕА)	14 - 16
Согласование требований, касающихся международных автомобильных перевозок и их облегчения	17 - 35
a) Применение Соглашения ЕСТР	17 - 19
b) Вес и габариты автотранспортных средств	20 и 21
c) Рассмотрение содержания и статуса оговорок к Сводной резолюции об облегчении автомобильных перевозок (СР.4)	22 и 23
d) Изучение возможностей заключения соглашений и принятия других мер, связанных с пересечением границ и пограничными сооружениями для обслуживания автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой	24 - 26
e) Пересмотр Конвенции о договоре международной автомобильной перевозки пассажиров и багажа (КАПП)	27 и 28
f) Рассмотрение положений в области облегчения международных перевозок автомобильным транспортом и связанных с этим вопросов	29 - 35
i) Международная система страхования автотранспортных средств (зеленая карточка)	29
ii) Присоединение к международным правовым документам ЕЭК ООН в области автомобильного транспорта и их осуществление	30 - 33
iii) Проблемы фискального характера в области автомобильных перевозок	34 и 35

СОДЕРЖАНИЕ (окончание)

	<u>Пункты</u>
Безопасность на автомобильном транспорте	36 и 37
Оказание помощи странам с переходной экономикой	38 - 40
Программа работы Основной рабочей группы и ее вспомогательных органов	41
Выборы должностных лиц следующей сессии	42
Прочие вопросы	43 - 47
Утверждение доклада	48

* * *

ПРИЛОЖЕНИЯ

- Приложение 1 Проект поправок к приложениям I и II к Европейскому соглашению о международных автомагистралях (СМА), принятый Основной рабочей группой
- Приложение 2 Резюме доклада Совета страховых бюро
- Приложение 3 Проект программы работы на 1997-2001 годы

ДОКЛАД

УЧАСТНИКИ

1. Основная рабочая группа по автомобильному транспорту провела свою девяностую сессию 21-23 октября 1996 года под председательством г-на С. Шимминга (Германия). В ее работе приняли участие представители следующих государств-членов: бывшей югославской Республики Македония, Германии, Греции, Испании, Италии, Нидерландов, Норвегии, Румынии, Словакии, Турции, Финляндии, Франции, Чешской Республики, Швейцарии и Швеции. Из межправительственных организаций была представлена Международная организация дорожного движения (МОДД). Были также представлены следующие неправительственные организации: Международный союз автомобильного транспорта (МСАТ), Международная автодорожная федерация (МАФ), Международный туристский альянс/Международная автомобильная федерация (МТА/ФИА), Международная федерация транспортников (МФТ) и Совет страховых бюро.

УТВЕРЖДЕНИЕ ПОВЕСТКИ ДНЯ

Документация: TRANS/SC.1/358 и Amend.1

2. Основная рабочая группа утвердила повестку дня, включив по просьбе представителя МСАТ в пункт 4 f) подпункт iii) "Проблемы фискального характера, связанные с автомобильными перевозками".

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ ОРГАНОВ ЕЭК И ДРУГИХ МЕЖДУНАРОДНЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ, ПРЕДСТАВЛЯЮЩАЯ ИНТЕРЕС ДЛЯ ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППЫа) Европейская экономическая комиссия

3. Основная рабочая группа была проинформирована о результатах работы пятьдесят первой сессии Европейской экономической комиссии (15-19 апреля 1996 года), в частности относительно решения G (51) "Сотрудничество в области транспорта".

б) Комитет по внутреннему транспорту и его вспомогательные органы

Документация: ECE/TRANS/116

4. Основная рабочая группа была проинформирована о решениях, принятых Комитетом по внутреннему транспорту на его пятьдесят восьмой сессии и касающихся деятельности Основной рабочей группы, в частности мер по экономии ресурсов и вопросов инфраструктуры автомобильного транспорта, его функционирования и безопасности дорожного движения (ECE/TRANS/116, пункты 10-13, 56-78 и 178). Она также была проинформирована о работе по подготовке Региональной конференции по транспорту и окружающей среде и третьей Общеевропейской конференции по вопросам транспорта.

с) Другие международные организации

5. Было решено, что деятельность, осуществляемая международными организациями, будет рассмотрена в рамках тех пунктов повестки дня, которые связаны с этой деятельностью.

ИНФРАСТРУКТУРА АВТОМОБИЛЬНОГО ТРАНСПОРТА

а) Европейское соглашение о международных автомагистралях (СМА)

Документация: TRANS/SC.1/R.271 и Add.1-3; TRANS/SC.1/AC.5/30 и неофициальный документ № 1 (Информация о проделанной в последнее время работе по возможному расширению сети дорог категории Е за счет включения дорог закавказских и среднеазиатских государств - членов ЕЭК), распространенный в ходе сессии

6. Основная рабочая группа была проинформирована о том, что в период между ее последней и нынешней сессиями положение в связи с присоединением к СМА не изменилось и что поправки к приложению I к СМА, согласованные на восемьдесят девятой сессии Основной рабочей группы (TRANS/SC.1/357, приложение 1), были приняты 8 июля 1996 года и вступят в силу 25 октября 1996 года.

7. Основная рабочая группа приняла к сведению информацию о проделанной в последнее время работе по возможному расширению сети дорог категории Е за счет включения дорог закавказских и среднеазиатских государств - членов ЕЭК (неофициальный документ № 1), отметила замечания и предложения, высказанные в этой связи Специальным совещанием по выполнению СМА на его пятнадцатой сессии (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункты 11 и 12), и приняла следующие решения:

- i) обеспечить расширение сети дорог категории Е за счет включения дорог упомянутых выше государств с учетом результатов работы над межправительственным соглашением по международным дорогам в странах СНГ, проводимой в настоящее время Межправительственным советом СНГ, как это было предложено Специальным совещанием; с этой целью Основная рабочая группа просила Совет представить в секретариат свои предложения по включению дорог в закавказском и среднеазиатском регионах в сеть дорог категории Е сразу после завершения соответствующей работы в СНГ;
- ii) поручить секретариату продолжить с помощью региональных советников консультации по этому вопросу с непосредственно заинтересованными странами и связаться с ЭСКАТО, с тем чтобы обеспечить необходимую координацию работы по расширению сети дорог категории Е и развитию международной дорожной сети в Азии;

iii) продолжить рассмотрение этого вопроса на своей следующей сессии.

8. В соответствии с положением статьи 8 Соглашения СМА Основная рабочая группа рассмотрела поправки к приложению I к СМА, представленные правительствами Грузии, Литвы, Турции и Украины (TRANS/SC.1/R.271 и Add.1-3), и единогласно приняла:

- i) поправку, касающуюся дороги E 272 и предложенную Литвой (TRANS/SC.1/R.271);
- ii) поправку, касающуюся дороги E 85 и совместно предложенную Литвой и Украиной (TRANS/SC.1/R.271/Add.1);
- iii) поправки, касающиеся дороги E 70 и E 95 и предложенные Турцией (TRANS/SC.1/R.271/Add.3).

Текст указанных выше поправок содержится в приложении 1 к настоящему докладу.

9. Что касается других предложенных поправок, упомянутых в указанном выше пункте 8, то Основная рабочая группа постановила:

- i) отложить принятие решения относительно удлинения дороги E 28 до завершения двусторонних или многосторонних консультаций между непосредственно заинтересованными странами, т.е. между Литвой, Латвией, Польшей и Российской Федерацией, по вопросам, поднятым на сессии Специального совещания (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункты 6 и 7);
- ii) рассмотреть предложенные поправки, касающиеся дорог E 60 и E 99, и предложение по новым дорогам E 491 и E 691 вместе с другими предложениями по расширению сети дорог категории E за счет дорог Закавказского и Среднеазиатского регионов (см. пункт 7 i) выше).

10. В соответствии с положением статьи 9 Соглашения СМА Основная рабочая группа единогласно приняла:

- i) поправку к пункту IV.7.4 приложения II к СМА, предложенную правительством Германии, с изменениями, внесенными Специальным совещанием (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункт 16);
- ii) поправку к пункту III.1 приложения II к СМА, сформулированную Специальным совещанием (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункт 20).

Текст принятых поправок содержится в приложении 1 к настоящему докладу.

11. В соответствии с предложениями Специального совещания (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункт 21) Основная рабочая группа приняла следующее решение относительно будущих обследований сети дорог категории E:

- а) периодичность последующих обследований сети дорог категории E должна быть такой же, как и в случае обследования движения по дорогам категории E, т.е. раз в пять лет;
- б) данные, сбор которых будет осуществляться в рамках следующего обследования, должны охватывать такие вопросы, как и в ходе обследования, проводившегося в 1994 году; кроме того, они должны включать информацию о применении обозначений дорог категории E, предусмотренных в приложении III к СМА;
- с) поскольку данные, собранные секретариатом в связи с обследованием движения по дорогам категории E, включают некоторую информацию о геометрических параметрах участков дорог категории E, охваченных этим обследованием, в будущем было бы целесообразно рассмотреть вопрос о возможном объединении мероприятий по сбору данных в рамках этого обследования и обследования дорог категории E.

12. Что касается предложения Специального совещания проанализировать следующее обследование совместно с результатами обследования движения за один и тот же год, то Основная рабочая группа рекомендовала провести такой анализ прежде всего применительно к приоритетным транспортным коридорам в Центральной и Восточной Европе, которые были предложены на второй Общеевропейской конференции по вопросам транспорта.

13. В соответствии с предложением Комитета по внутреннему транспорту, высказанным на его пятьдесят восьмой сессии (ECE/TRANS/116, пункт 60), Основная рабочая группа рассмотрела вопрос о взаимосвязи между расширением сети дорог категории E и развитием приоритетных транспортных коридоров в Центральной и Восточной Европе на основе информации, представленной секретариатом в ходе сессии. Было решено, что в будущем расширение сети дорог категории E в вышеупомянутом регионе должно быть направлено прежде всего на создание недостающих звеньев в сети дорог категории E вдоль приоритетных коридоров. Подчеркивалось также, что в будущем развитие приоритетных коридоров в Центральной и Восточной Европе должно быть основано на сети дорог категории E.

б) Проект трансъевропейской автомагистрали Север-Юг (TEA)

Документация: TRANS/SC.1/R.274

14. Внося на рассмотрение доклад о ходе работы, представитель секретариата обратил особое внимание на проводимую в рамках этого проекта работу, охватывающую технические, финансовые, административные аспекты и аспекты эксплуатации.

15. Представитель секретариата сообщил о том, что последней стороной, подписавшей Соглашение о целевом фонде сотрудничества ТЕА, является правительство Грузии. Ряд других правительств заявили о своей заинтересованности подписать это Соглашение.

16. В ходе последовавшего за этим обсуждения Основная рабочая группа отметила прогресс, достигнутый в рамках проекта ТЕА, и выразила поддержку проводимой в этой связи работе. Рабочая группа подчеркнула необходимость продолжения, как и в прошлом, реализации проекта ТЕА и обеспечения взаимосвязи между работой, проводимой Комитетом по внутреннему транспорту, и мероприятиями, осуществляемыми в контексте проекта ТЕА, и выразила желание по-прежнему получать информацию о происходящих изменениях.

СОГЛАСОВАНИЕ ТРЕБОВАНИЙ, КАСАЮЩИХСЯ МЕЖДУНАРОДНЫХ АВТОМОБИЛЬНЫХ ПЕРЕВОЗОК И ИХ ОБЛЕГЧЕНИЯ

а) Применение Соглашения ЕСТР

Документация: E/ECE/811 - E/ECE/TRANS/564 и Amends.1-3

17. Представитель Международной федерации транспортников (МФТ) подчеркнул необходимость введения эффективного контроля за выполнением положений ЕСТР, в частности за использованием тахографов, которые являются обязательными с 24 апреля 1995 года. Он предложил учредить неофициальную группу, которая подготовила бы соответствующие предложения по этому вопросу.

18. В соответствии с этим предложением Основная рабочая группа решила учредить неофициальную группу с целью сбора информации о выполнении положений ЕСТР в различных странах (в случае необходимости с помощью соответствующего вопросника) и подготовки предложений о тех мерах, которые необходимо принять для обеспечения надлежащего выполнения ЕСТР, по возможности к следующей сессии Основной рабочей группы. Представители Румынии, Финляндии, Франции, МФТ и МСАТ заявили о своей готовности участвовать в деятельности этой неофициальной группы. Было решено, что первое совещание неофициальной группы состоится в ходе сессии Комитета по внутреннему транспорту в январе 1997 года. Основная рабочая группа с удовлетворением приняла предложение МФТ организовать работу неофициальной группы и представить необходимые помещения и оборудование для ее работы в Отделении МФТ в Лондоне. Она также предложила другим правительствам и международным организациям принять участие в работе неофициальной группы, если они этого пожелают.

19. Основная рабочая группа была проинформирована о том, что правительство Туркменистана сдало на хранение документ о присоединении к ЕСТР 18 сентября 1996 года. В соответствии с правилами, изложенными в добавлении 2 к приложению к ЕСТР, Туркменистану присваивается отличительный номер 38, который проставляется на официальном утверждении, выдаваемом этим государством.

b) Вес и габариты автотранспортных средств

Документация: TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 и Amends.1-7

20. Основная рабочая группа ознакомилась с информацией, содержащейся в упомянутых выше документах. Она также приняла к сведению директиву 96/53/ЕС Совета ЕК от 25 июля 1996 года, в которой определены максимальные допускаемые габариты для отдельных автотранспортных средств, используемых в национальных и международных перевозках, и допускаемый максимальный вес для автотранспортных средств, используемых в международных перевозках в пределах Сообщества.

21. Она рассмотрела возможность решения задачи согласования правил, регулирующих вес и габариты автотранспортных средств, на уровне ЕЭК. Было решено, что такое согласование является преждевременным и что в настоящее время Основная рабочая группа продолжит сбор соответствующей информации о нынешних национальных правилах по этому вопросу (документ TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 и поправки к нему). С этой целью она обратилась к правительствам, которые еще не представили информацию, с просьбой направить в секретариат обновленные данные о правилах, регулирующих вес и габариты автотранспортных средств в их соответствующих странах.

c) Рассмотрение содержания и статуса оговорок к Сводной резолюции об облегчении автомобильных перевозок (СР.4)

Документация: TRANS/SC.1/319 и Amends.1-5; TRANS/SC.1/323 и Amends.1-3

22. Основная рабочая группа отметила, что в период между ее предыдущей и нынешней сессиями ни одна оговорка в отношении Сводной резолюции СР.4 снята не была.

23. Учитывая такое положение, Основная рабочая группа высказала мнение, что продолжение рассмотрения этого вопроса будет неэффективным. Вместе с тем она выразила свою готовность приступить к подготовке новой резолюции или правового документа об облегчении международных перевозок, которые будут приняты на более широкой основе, чем Сводная резолюция СР.4, при условии принятия соответствующего решения Комитетом по внутреннему транспорту.

d) Изучение возможностей заключения соглашений и принятия других мер, связанных с пересечением границ и пограничными сооружениями для обслуживания автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой

Документация: TRANS/SC.1/R.272

24. Представители МСАТ показали фильм, иллюстрирующий недавнее положение в пунктах пересечения границ в Центральной и Восточной Европе, и представили Основной рабочей группе данные о времени простоя грузовых автомобилей на пограничных пунктах в

этом регионе. Они заявили, что компетентные органы могут получить упомянутый выше фильм по запросу, направляемому Генеральному секретарю МСАТ. Они также представили резолюцию Управляющего совета МСАТ о положении в связи с пересечением границ в Центральной и Восточной Европе, которая была принята на его сессии, состоявшейся в Будапеште в мае 1996 года (TRANS/SC.1/R.272).

25. Основная рабочая группа поблагодарила МСАТ за представление упомянутой выше информации и выразила свою поддержку различным мерам МСАТ, направленным на облегчение пересечения границ, включая резолюцию, о которой говорилось выше в пункте 24.

26. В ходе обсуждения этого вопроса было подчеркнуто, что различные инициативы и меры, принимаемые не только правительственными органами и неправительственными организациями, но и частным сектором, могут существенно улучшить ситуацию в пунктах пересечения границ.

е) Пересмотр Конвенции о договоре международной автомобильной перевозки пассажиров и багажа (КАПП)

Документация: TRANS/SC.1/R.269; TRANS/SC.1/R.275 и Add.1

27. Основная рабочая группа ознакомилась с полученными до настоящего времени комментариями (TRANS/SC.1/R.275 и Add.1) по вопросу о возможном пересмотре Конвенции КАПП.

28. Основная рабочая группа заявила, что она не может сформулировать свое окончательное решение по вопросу о проведении пересмотра Конвенции КАПП ввиду того, что письменные комментарии по этому вопросу были представлены незначительным числом стран, договаривающиеся стороны не вносят официальные предложения о начале процедуры пересмотра Конвенции, а также из-за небольшого числа участников в работе нынешней сессии. Однако, учитывая необходимость достижения прогресса в деле решения этого вопроса, на что указали несколько делегаций, участвовавших в работе сессии, она решила:

- i) обратиться к правительствам тех стран, которые еще не представили свои комментарии по этому вопросу, с просьбой направить их в секретариат;
- ii) обратиться к договаривающимся сторонам, которые уже заявили о том, что они заинтересованы в пересмотре Конвенции, например Латвия и Словакия, а также другим договаривающимся сторонам, которые еще не представили свои комментарии, с просьбой проинформировать секретариат о своей готовности начать процедуру внесения поправок, о которых говорится в статье 34 Конвенции;

iii) просить Комитет по внутреннему транспорту рассмотреть этот вопрос и дать соответствующее указание Основной рабочей группе о порядке его решения.

f) Рассмотрение положения в области облегчения международных перевозок автомобильным транспортом и связанных с этим вопросов

i) Международная система страхования автотранспортных средств (зеленая карточка)

Документация: TRANS/SC.1/R.277

29. Основная рабочая группа приняла к сведению таблицу с перечнем соглашений между страховыми бюро (TRANS/SC.1/R.277) и доклад Совета страховых бюро, резюме которого содержится в приложении 2 к настоящему докладу. Представитель бывшей югославской Республики Македония заявил, что сокращенное название его страны, использованное в таблице соглашений между страховыми бюро, принято не было, и просил внести в него исправление.

ii) Присоединение к международным правовым документам ЕЭК ООН в области автомобильного транспорта и их осуществление

Документация: TRANS/R.414; TRANS/SC.1/R.276

30. Основная рабочая группа была проинформирована о нынешнем положении в связи с присоединением к правовым документам ЕЭК ООН в области автомобильного транспорта.

31. Основная рабочая группа рассмотрела вопрос о возможном пересмотре Конвенции КДПГ, направленном на приведение ее положений в соответствие с требованиями использования электронного обмена данными (ЭОД), который был поднят Рабочей группой по упрощению процедур международной торговли (WP.4) (TRANS/SC.1/R.276).

32. Представитель МСАТ отметил, что во многих странах, являющихся договаривающимися сторонами КДПГ, внутригосударственное законодательство не позволяет применять ЭОД для транспортной документации и что поэтому они не смогут присоединиться к пересмотренной Конвенции. Он указал, что этот вопрос касается не только автотранспортных операторов, но также других видов транспорта и других секторов экономики. По его мнению, возможно, было бы целесообразнее разработать новый протокол к КДПГ, а не пересматривать Конвенцию.

33. Основная рабочая группа решила рассмотреть этот вопрос на своей следующей сессии на основе замечаний, высказанных ее членами. С этой целью она предложила своим членам представить в секретариат замечания и предложения по данному вопросу. В этой связи она рекомендовала им проконсультироваться с национальными экспертами,

занимающимися вопросами WP.4, а также специалистами, исследующими аналогичные проблемы, касающиеся других видов транспорта и других секторов экономики. Основная рабочая группа поручила секретариату проинформировать Рабочую группу WP.4 о результатах обсуждения этого вопроса на нынешней сессии.

iii) Проблемы фискального характера в области автомобильных перевозок

34. Основная рабочая группа приняла к сведению информацию об исследовании МСАТ "К согласованию фискальных механизмов на автомобильном транспорте" и призыв МСАТ, обращенный в этой связи к правительствам центрально- и восточноевропейских стран, которые были распространены в ходе сессии (неофициальный документ № 2).

35. Основная рабочая группа просила Европейскую комиссию и Европейскую конференцию министров транспорта предоставить ей информацию о ходе согласования налоговых ставок и решила рассмотреть этот вопрос на своей следующей сессии.

БЕЗОПАСНОСТЬ НА АВТОМОБИЛЬНОМ ТРАНСПОРТЕ

Документация: TRANS/SC.1/WP.1/52; TRANS/SC.1/WP.1/54

36. Основная рабочая группа приняла к сведению представленную секретариатом краткую информацию о деятельности Рабочей группы по безопасности дорожного движения, утвердила доклады Рабочей группы о работе ее двадцать шестой и двадцать седьмой сессий (TRANS/SC.1/WP.1/52 и TRANS/SC.1/WP.1/54, соответственно) и приняла проект поправок к Сводной резолюции CP.1, содержащийся в приложениях к вышеупомянутым докладам.

37. Основная рабочая группа приветствовала усилия, предпринимаемые Рабочей группой по безопасности дорожного движения в целях рационализации своей работы, в частности эффективное использование возможностей рассмотрения вопросов неофициальными группами ограниченного состава, работающими в период между очередными сессиями.

ПОМОЩЬ СТРАНАМ С ПЕРЕХОДНОЙ ЭКОНОМИКОЙ

38. Основная рабочая группа отметила, что в связи с ее предложением, обращенным к странам с переходной экономикой, высказать соображения относительно помощи, в которой они нуждаются, и представить их оценки первоочередных задач в этой области (TRANS/SC.1/357, пункт 43) не было получено никакой информации.

39. Она приняла к сведению рекомендацию, принятую на Рабочем совещании ЕЭК ООН по облегчению международных транзитных перевозок (Ташкент, 15-17 октября 1996 года), и поручила секретариату представить доклад о результатах этого рабочего совещания для ее следующей сессии.

40. Основная рабочая группа была проинформирована о Справочнике MCAT по интеграции центрально- и восточноевропейских стран, в котором содержится обширная аналитическая информация о законодательстве ЕС в области автомобильного транспорта и который был издан на английском, болгарском, венгерском, польском, румынском, русском, словацком и чешском языках. Она полагала, что эта публикация может также оказаться полезной для других стран и что поэтому ее целесообразно издать на других языках.

ПРОГРАММА РАБОТЫ ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППЫ И ЕЕ ВСПОМОГАТЕЛЬНЫХ ОРГАНОВ

Документация: TRANS/SC.1/R.273; TRANS/SC.1/WP.1/54

41. Основная рабочая группа утвердила проект программы работы (TRANS/SC.1/R.273) с изменениями, предложенными Рабочей группой по безопасности дорожного движения (TRANS/SC.1/WP.1/54). Утвержденная программа работы содержится в приложении 3 к настоящему докладу.

ВЫБОРЫ ДОЛЖНОСТНЫХ ЛИЦ СЛЕДУЮЩЕЙ СЕССИИ

42. Основная рабочая группа вновь избрала г-на С. Шимминга (Германия) и г-на Ж. Алалууса (Финляндия) соответственно Председателем и заместителем Председателя своей девяносто первой сессии.

ПРОЧИЕ ВОПРОСЫ

43. Основная рабочая группа выразила обеспокоенность по поводу незначительного числа участников сессии. Было отмечено, что, возможно, это объясняется ограниченными финансовыми средствами на путевые расходы в некоторых странах, возросшим количеством совещаний, организуемых различными международными органами, и совпадением времени проведения совещаний по аналогичным вопросам.

44. Она обратилась к Комитету по внутреннему транспорту с просьбой обсудить этот вопрос и принять соответствующие меры для увеличения числа правительств, участвующих в сессиях SC.1. Она просила также координационное совещание КВТ обеспечить надлежащее согласование сроков проведения совещаний во избежание организации совещаний, на которых в одно и то же время рассматриваются аналогичные вопросы.

45. При обсуждении просьбы Комитета, с которой он обратился к своим вспомогательным органам, рассмотреть возможность сокращения количества или продолжительности их соответствующих сессий Основная рабочая группа, учитывая тот факт, что ее сессии проводятся только один раз в год, а также важное значение и количество обсуждаемых вопросов, в частности рассмотрение результатов работы неофициальных групп, указала на необходимость сохранения продолжительности проведения ее сессий в течение трех дней.

46. Основная рабочая группа была проинформирована о том, что в предварительном порядке ее следующую сессию планируется провести 20-22 октября 1997 года. Она предложила своим членам направить в секретариат не позднее 15 июля 1997 года документацию и/или информацию для представления на ее следующей сессии.

47. Основная рабочая группа решила не вводить никаких ограничений на распространение документов, изданных в связи с нынешней сессией.

УТВЕРЖДЕНИЕ ДОКЛАДА

48. Основная рабочая группа утвердила доклад о работе своей девяностой сессии.

Приложение 1

**ПРОЕКТ ПОПРАВК К ПРИЛОЖЕНИЯМ I и II К ЕВРОПЕЙСКОМУ
СОГЛАШЕНИЮ О МЕЖДУНАРОДНЫХ АВТОМАГИСТРАЦИЯХ (СМА),
ПРИНЯТЫЙ ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППОЙ**

А. ПОПРАВКИ К ПРИЛОЖЕНИЮ I К СМА

Поправка, предложенная правительством Литвы (TRANS/SC.1/R.271)

1. Дорога E 272 - Удлинение от Паневежиса до Клайпеды

Новое общее название:

E 272 Клайпеда - Паланга - Шауляй - Паневежис - Укмерге - Вильнюс

Поправка, предложенная совместно правительствами Литвы и Украины
(TRANS/SC.1/R.271/Add.1) (с изменением, предложенным правительством Беларуси)

2. Дорога E 86 - Удлинение от Черновцов до Клайпеды

Новое общее название:

E 85 Клайпеда - Каунас - Вильнюс - Лида - Слоим - Кобрин - Луцк -
Черновцы - Сирет - - Александруполис

Поправки, предложенные правительством Турции (TRANS/SC.1/R.271/Add.3)

3. Дорога E 70 - Удлинение от Варны через паромное сообщение до Самсуна и от
Самсуна до Трабзона

Новое общее название:

E 70 Ла Корунья - - Шумен - Варна ... Самсун - Орду - Гиресун -
Трабзон

4. Дорога E 95 - Удлинение от Одессы через паромное сообщение до Самсуна и от
Самсуна до Мерзифона

Новое общее название:

E 95 Санкт-Петербург - - Киев - Одесса ... Самсун - Мерзифон

В. ПОПРАВКИ К ПРИЛОЖЕНИЮ II К СМА

Поправка, предложенная правительством Германии и измененная Специальным совещанием
по выполнению СМА (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункт 16)

5. Пункт IV.7.4 "Пограничные пункты"

Изменить следующим образом:

"Месторасположение, размеры и конфигурация контрольных пунктов, а также характер и расположение сооружений, строений, мест для стоянки и т.д. определяются с учетом предусматриваемых видов контроля и характера движения транспорта через такие пункты. Необходимо стремиться к созданию общих сооружений для осуществления пограничного контроля и к установлению координируемого контроля при помощи достаточного персонала на основе соглашений, заключаемых соседними государствами.

Структурой и конфигурацией пограничного комплекса, а также системой внутренней связи при помощи эффективных средств сигнализации, координируемой между соседними государствами, должно обеспечиваться предварительное и окончательное разделение потоков пассажирских и грузовых транспортных средств в соответствии с различными видами контроля до их подъезда к зданиям и сооружениям. На контрольных пунктах, характеризующихся высокой интенсивностью движения грузовых автомобилей, перед сооружениями, используемыми для пограничного контроля, следует создавать соответствующие площадки для приема грузовых автомобилей с целью их предварительного контроля или предварительного разделения в зависимости от вида контроля".

Проект поправки, предложенной Специальным совещанием по выполнению СМА (TRANS/SC.1/AC.5/30, пункт 20)

6. Пункт III.1 "ГЕОМЕТРИЧЕСКИЕ ХАРАКТЕРИСТИКИ: общие соображения"

Изменить первое предложение следующим образом:

"Выбором геометрических характеристик обеспечивается надлежащая безопасность и беспрепятственное движение транспортных средств с минимальными заторами с учетом назначения дороги и общего поведения водителей".

Приложение 2

РЕЗЮМЕ ДОКЛАДА СОВЕТА СТРАХОВЫХ БЮРО

1. На последней сессии Генеральной ассамблеи Совета страховых бюро, состоявшейся в Касабланке 30 и 31 мая 1996 года, было рассмотрено несколько вопросов, затрагивающих суть будущей сферы применения системы зеленой карточки, а также различных соглашений между членами Совета страховых бюро.

Будущая сфера применения системы зеленой карточки

2. Генеральная ассамблея решила, что будущую географическую сферу применения системы следует ограничить европейскими странами, расположенными к востоку от Уральских гор, и неевропейскими странами, расположенными на берегах Средиземного моря, если страны, изъявившие желание участвовать в этой системе, отвечают условиям членства.

3. Считается, что европейским странам, в которых закон об обязательном страховании ответственности перед третьими лицами не принят, а также тем странам, в которых такой закон имеется, но в отношении которых можно говорить о наличии первоначального опыта, следует предоставлять статус "временного члена" на определенный период времени.

Членство в системе зеленой карточки

4. В ходе обсуждения вопроса о нынешнем составе участников этой системы совместно со страховым бюро Югославии (Сербия и Черногория) была рассмотрена проблема непогашенных требований о возмещении, которые в большом количестве поступают от этого страхового бюро. Реинтеграция страхового бюро Югославии (Сербия и Черногория) в систему будет зависеть от решений Организации Объединенных Наций о прекращении применения санкций против этой страны. Членство страхового бюро Ирака в Совете по-прежнему приостановлено из-за продолжения применения санкций Организации Объединенных Наций против этой страны.

5. Страховое бюро Андорры было принято в члены с 1 июля 1996 года. Страховое бюро Кипра также было принято в члены с 1 июля 1996 года, однако в этом случае членство ограничивается теми географическими частями Кипра, которые находятся под контролем правительства Кипра.

Приложение 3

ПРОЕКТ ПРОГРАММЫ РАБОТЫ НА 1997-2001 ГОДЫ 1/

ПОДПРОГРАММА 02.2: АВТОМОБИЛЬНЫЙ ТРАНСПОРТ

02.2.1 Инфраструктура автомобильного транспорта Очередность: 1

- а) Обзор положения в связи с выполнением Европейского соглашения о международных автомагистралях (СМА) и возможное внесение в него поправок.

Пояснение: В целях адаптации европейской сети автомобильных дорог к нынешним и будущим потребностям и ее расширения на территории среднеазиатских и закавказских государств - членов ЕЭК Основная рабочая группа по автомобильному транспорту (SC.1) будет принимать соответствующие меры по осуществлению Соглашения и внесению необходимых поправок в его положения, касающиеся, в частности, структуры сети, нумерации входящих в нее дорог (приложение I), применяемых технических стандартов (приложение II) и информации для пользователей и их безопасности, а также меры для учета изменения динамики потоков движения.

Планируемая работа:

- i) Рассмотрение новых задач и изменений в области создания согласованной и эффективной сети автодорожной инфраструктуры. (Постоянно)
- [i) ii) Периодическое рассмотрение структуры сети дорог категории E и условий, которым она должна соответствовать, и принятие необходимых поправок к приложениям I и II к Соглашению. (Постоянно)
- [ii) iii) Рассмотрение Соглашения СМА, в частности в целях:
включения основных дорожных соединений восточноевропейских государств, государств Центральной Азии и закавказских государств - членов ЕЭК в дорожную сеть категории E;

1/ Новые элементы программы или элементы программы, заменяющие прежний текст, принятый Комитетом по внутреннему транспорту на его пятьдесят восьмой сессии (ECE/TRANS/116/Add.1), выделены жирным шрифтом, а текст, который предлагается исключить, помещен в квадратные скобки.

применения и, в тех случаях, когда это осуществимо и целесообразно, совершенствования существующих стандартов и эксплуатационных параметров;

учета новых транспортных потоков Восток-Запад;

повышения нормативных требований в области охраны окружающей среды, потребления энергии и безопасности;

учета конвенций ЕЭК ООН в области охраны окружающей среды.
(Постоянно)

- (iii)] iv) Обследование дорог категории E для анализа одновременно с обследованием дорожного движения по дорогам категории E [(1997 год и в дальнейшем раз в три года).] (Раз в пять лет)

b) Специальный проект: Трансевропейская автомагистраль Север-Юг (TEA)

Пояснение: В рамках ЕЭК ООН страны TEA создали соответствующий административный и финансовый механизм в целях содействия строительству TEA как части общеевропейской международной автодорожной инфраструктуры. Работа по линии TEA и соответствующие мероприятия в рамках ЕЭК осуществляются в тесном взаимодействии.

Планируемая работа:

- i) Рассмотрение возможностей развития проекта TEA (комбинированные перевозки, финансирование). (Постоянно)
- ii) Рассмотрение возможностей совместного использования результатов, полученных как в рамках проекта, так и в контексте других видов деятельности ЕЭК ООН в области автодорожной инфраструктуры, включая выполнение СМА. (Постоянно)

02.2.2 Согласование требований, касающихся международных автомобильных перевозок и их облегчения

Очередность: 1

Пояснение: Основная рабочая группа по автомобильному транспорту (SC.1) будет разрабатывать соответствующие международные документы и обновлять или дополнять существующие документы, а также проводить исследования по отдельным аспектам международных пассажирских и грузовых автомобильных перевозок, особенно по тем аспектам, которые связаны с облегчением автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой и с упрощением и согласованием административных процедур и документации.

Планируемая работа:

- a) Для обеспечения выполнения Соглашения ЕСТР и контроля (наблюдения) за его осуществлением Основная рабочая группа примет соответствующие меры.
(Постоянно)
- b) Рассмотрение вопроса о возможном согласовании требований, касающихся веса и габаритов автотранспортных средств. (Будет рассмотрено в надлежащее время)
- c) Рассмотрение содержания и статуса оговорок к Сводной резолюции об облегчении автомобильных перевозок (СР.4) с учетом новых условий в области общеевропейского транспорта. (Постоянно)
- d) Рассмотрение новых задач, возможностей и изменений в области облегчения пересечения границ и изучение возможностей заключения соглашений или принятия других мер, связанных с пересечением границ и пограничными сооружениями для обслуживания автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой.
(1997 год)
- e) Пересмотр Конвенции о договоре международной автомобильной перевозки пассажиров и багажа (КАПП). (1997 год)
- f) Рассмотрение положения в области облегчения международных перевозок автомобильным транспортом и связанных с этим вопросов по следующим аспектам:
 - i) Соглашения между страховыми бюро о международной автомобильной страховой карточке (Зеленая карточка). (Постоянно)
 - ii) Двусторонние соглашения. (Раз в три года)
 - iii) Возможное введение общеевропейской квоты разрешений на перевозку.
(Будет рассмотрено в надлежащее время).

02.2.3 Безопасность на автомобильном транспортеОчередность: 1

Прояснение: Рабочая группа по безопасности дорожного движения (SC.1/WR.1) будет изучать вопросы и принимать меры в целях повышения безопасности дорожного движения и рассматривать, в частности, вопрос о выполнении Венских конвенций о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах и дополняющих их Европейских соглашений и о разработке предложений по обновлению Сводных резолюций о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах (СР.1 и СР.2).

Планируемая работа:

- [a) Последующая деятельность в связи со второй Неделей безопасности дорожного движения в рамках ЕЭК. [(1996 год)]
- a) **Подготовка третьей Недели безопасности дорожного движения в рамках ЕЭК. (2000 год)**
- b) Рассмотрение раз в год отдельной темы, связанной с безопасностью дорожного движения, в форме углубленной дискуссии на основе подготовленных экспертами документов и принятие соответствующих последующих мер. (Постоянно)
- c) Разработка новых рекомендаций для включения в Сводные резолюции о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах (СР.1 и СР.2) и обновление существующих резолюций [(в сотрудничестве с WP.29).] (в сотрудничестве с другими вспомогательными органами КВТ). (Постоянно)
- [d) Обмен информацией о правилах безопасности дорожного движения, действующих в государствах-членах. (Постоянно)
- e) Рассмотрение национальных требований, касающихся отдельных аспектов правил дорожного движения и безопасности, и распространение информации по данному вопросу. (Постоянно)]
- d) Обмен информацией о национальных программах безопасности дорожного движения, в частности, с учетом финансирования деятельности по обеспечению безопасности дорожного движения, и о действующих в государствах-членах правилах и предписаниях в области безопасности дорожного движения и распространение такой информации. (Постоянно)
- [f] e) Выполнение Венских конвенций о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах и дополняющих их Европейских соглашений и рассмотрение этих правовых документов с целью возможного повышения требований в области безопасности дорожного движения. (По мере необходимости)
- [g] f) Оказание помощи странам с переходной экономикой во внедрении надежной и современной практики и процедур в области безопасности дорожного движения и в организации рабочих совещаний или семинаров по безопасности дорожного движения. (Постоянно)

- [h] g) Пересмотр содержания Соглашения 1975 года о минимальных требованиях, касающихся выдачи и действительности водительских удостоверений (СВУ). [(1996 год)] (Будет рассмотрено в надлежащее время)
- [i] h) Изучение возможных подходов к разработке долгосрочной стратегии Организации Объединенных Наций в области безопасности дорожного движения. [(1996 год)] (1997 год)

...

ПОДПРОГРАММА 02.7: ОХРАНА ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЫ И ЭКОНОМИЯ ЭНЕРГИИ НА ТРАНСПОРТЕ

02.7.1 Влияние транспортной инфраструктуры и перевозок на окружающую среду, включая загрязнение и шум Очередность: 1

a) Автомобильный транспорт

Пояснение: Изучение воздействия автодорожной инфраструктуры и транспортных операций на окружающую среду, включая шум и выбросы загрязняющих веществ автотранспортными средствами в соответствии с пунктами 02.2.1 и 02.3.1.

Планируемая работа: В соответствии с 02.2.1 и 02.3.1. (Постоянно)

...

ПОДПРОГРАММА 02.13: ОБЩИЕ ВОПРОСЫ

Периодическое распространение отдельной информации о транспорте Очередность: 3

a) Автомобильный транспорт

Пояснение: Издание сводного документа, содержащего современные технические и эксплуатационные стандарты дорог категории E, и, по мере необходимости, карт европейской сети автомобильных дорог на основе СМА: сбор, обновление и распространение информации о национальных предписаниях, касающихся отдельных аспектов международных автомобильных перевозок и безопасности дорожного движения, например, максимально допустимого веса и габаритов транспортных средств, применения системы "зеленой карточки" для страхования автомобилей, двусторонних соглашений, правил дорожного движения и т.д. (см.: 02.2.1, 02.2.2 и 02.2.3)

Планируемая работа: Под руководством Основной рабочей группы по автомобильному транспорту и Рабочей группы по безопасности дорожного движения секретариат будет осуществлять сбор и распространение вышеуказанной информации. (Постоянно) ...